

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 10**13 janvier 1997****SOMMAIRE**

Anite Systems Limited, Luxembourg	page 439	Events & Business Catering S.A., Luxembourg	437
A.S.B. S.A., Strassen	435	Finanzplan International S.A., Machtum	443
Astrobal, Sicav, Luxembourg	435	Finsaturne S.A.H., Luxembourg	446
Bagrat-Lux, S.à r.l., Roodt-sur-Syre	437	Fougères, S.à r.l., Roodt	442
BCH Horizons, Fonds Commun de Placement	453	Foxitec S.A., Luxembourg	440, 441
Beim Franco, S.à r.l., Senningerberg	435, 436	Gad Holding S.A., Luxembourg	443
BIL Luxpart, Sicav, Luxembourg	480	Gansen, GmbH, Lellig	467
B.I.S., Bureau Immobilier du Sud, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	438	Garbuio International Holding S.A., Luxembg	466, 467
BMS Group S.A., Luxembourg	437	Gefa S.A., Luxembourg	467
Bolux, Sicav, Luxembourg	438	Générale de Distribution S.A., Luxembourg	466
Bord de Mer I S.A., Luxembourg	444	G-Equity Fund, Sicav, Luxembourg	480
Bord de Mer II S.A., Luxembourg	445	Gérance Internationale de Fonds S.A., Luxembourg	466
Businesstalk S.A., Luxembourg	438	Gessalux, S.à r.l., Luxembourg	466
Callander Granville Euromanagement Fund S.A., Luxembourg	439	Gestion Financière International S.A., Luxembourg	443
Cariék S.A., Luxembourg	439	Gope, S.à r.l., Luxembourg	469
Central Hispano Gestion Luxembourg S.A., Luxembourg	446	Greenback Holdings S.A., Strassen	466
CFE S.A., Luxembourg	440	Gruppo Oria International S.A., Luxembourg	434, 465
C.K. S.A., Steinfort	444	GT Deutschland Fund, Sicav, Luxembourg	469
Cleantec, S.à r.l., Luxembourg	444	Hawk Finance S.A., Luxembourg	467, 468
COMINHOLDING, Compagnie Internationale Holding S.A., Luxembourg	438	Herse, S.à r.l., Luxembourg	468
Comptoir Anti-Feu Luxembourg S.A., Rodange	440	Incommerce S.A., Esch-sur-Alzette	463
Comura S.A., Luxembourg	440	Indican Holding S.A., Luxembourg	464, 465
Condor Lux Roadcargo, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	441	Iteractusvia S.A., Luxembourg	471
Consortium Financier Africain S.A., Luxembourg	442	Kidgam, S.à r.l., Luxembourg	434
Construction Nico Maréchal, S.à r.l., Kopstal	444	Kühne und Nagel, Spedition, GmbH, Contern	476
Courierdienst Wilde, S.à r.l., Luxembourg	445	Lamort Investissements S.A., Luxembourg	434
Deconen S.A., Senningerberg	445	Maître Mesure, S.à r.l., Luxembourg	469
Degner Malermeister, GmbH, Moutfort	445	Merchbanc, Sicav, Luxembourg	479
Development Holding Company S.A., Luxembourg	446	Misty Fjords S.A., Luxembourg	473
Eptalux S.A., Luxembourg	434	Motwit S.A., Luxembourg	479
		Pelleas S.A., Luxembourg	480
		Radiocom S.A., Luxembourg	478
		Safei Invest, Sicav	478
		Tower Holdings S.A., Luxembourg	479

KIDGAM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 14, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 48.163.

Assemblée générale extraordinaire du 9 octobre 1996

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société sous rubrique:

1. Monsieur Olivier Carlo, directeur financier, demeurant à I-05100 Terni, Vocabolo Collestacio 23, Gabelletta di Cesi,
 2. Madame Sylvie Pauchet, commerçante, demeurant à L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue,
- agissant en leur qualité d'associés uniques de la prédite société ont pris en assemblée générale extraordinaire de la société la résolution suivante:

Résolution

Le siège social est transféré du 56, Grand-rue au 14, Grand-rue à Luxembourg.
Fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

O. Carlo S. Pauchet

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 15 octobre 1996, vol. 142, fol. 43, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(38798/237/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 1996.

LAMORT INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 43.420.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} octobre 1996

- Le siège social de la société a été transféré de L-2330 Luxembourg, 134, boulevard de la Pétrusse à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
- BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG, ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg a été nommée au poste de commissaire aux comptes de la société en remplacement de la SOCIETE FIDUCIAIRE DE LA COMMUNAUTE S.A., commissaire aux comptes démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1999.

Luxembourg, le 30 octobre 1996.

Pour extrait conforme
Pour la société
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 1996, vol. 486, fol. 11, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38799/595/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 1996.

EPTALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue A. Neyen.
R. C. Luxembourg B 49.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 19, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

EPTALUX S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.
Signature

(38881/545/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GRUPPO ORIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R. C. Luxembourg B 29.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 1992, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 18, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour la S.A. GRUPPO ORIA
INTERNATIONAL
FIDUCIAIRE CENTRALE DU
LUXEMBOURG S.c.

(38897/503/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

A.S.B. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 124, rue du Kiem.
R. C. Luxembourg B 46.298.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg en date du 20 juillet 1995

Il résulte dudit procès-verbal que décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions.

Le mandat de - Mademoiselle Michèle Moes
Monsieur Carlo Bisenius
Monsieur Patrick Happe

en tant qu'administrateurs et celui de Monsieur Lex Benoy en tant que commissaire aux comptes ont été renouvelés pour un terme d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Luxembourg, le 20 juillet 1995.

Pour la société
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 17, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38860/614/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

ASTROBAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 24.964.

Extrait des délibérations du Conseil d'Administration du 21 août 1996

Monsieur Marc Moles le Bailly a été coopté Administrateur, en remplacement de Monsieur Jean-Louis Luyckx, démissionnaire.

La composition du Conseil d'Administration est dorénavant la suivante:

MM. Peter De Proft Président
Juan de Callatay
Antoine Calvisi
Aymon Detroch
Philippe Druart
Marc Moles le Bailly
Robert Reckinger

Le Conseil d'Administration

Réquisition aux fins d'inscription au Mémorial et au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg
Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38861/007/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BEIM FRANCO, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 86, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 31.754.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt et un octobre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Francesco Di Lauro, commerçant, demeurant à Foetz, rue du Brill;
- 2.- Monsieur Felice Salvia, garçon de restaurant, demeurant à Senningerberg, 86, route de Trèves;
- 3.- Monsieur Patrick Palma, cuisinier, demeurant à Luxembourg, 64, rue de Bourgogne.

Ces comparants ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I.- Les comparants sub 1. et 2. sont les seuls associés de la société BEIM FRANCO, société à responsabilité limitée, avec siège social à Senningerberg, 86, route de Trèves, constituée sous la dénomination BEIM FRANCO A CARMEN, société à responsabilité limitée, suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 3 octobre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 65 du 28 février 1990, modifiée suivant deux actes reçus par le notaire soussigné, le 1^{er} août 1995, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 529 du 16 octobre 1995, modifiée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 11 janvier 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 177 du 9 avril 1996, modifiée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 15 février 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 222 du 3 mai 1996, et modifiée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 10 avril 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 313 du 27 juin 1996,

immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous la section B et le numéro 31.754.

II.- Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs (frs. 500.000,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs (frs. 1.000,-) chacune, entièrement souscrites et libérées et appartenant aux associés, comme suit:

1) Monsieur Francesco Di Lauro, préqualifié, quatre cent soixante-cinq parts sociales	465
2) Monsieur Felice Salvia, préqualifié, trente-cinq parts sociales	35
Total: cinq cents parts sociales	500

III.- Monsieur Francesco Di Lauro, préqualifié, déclare par les présentes céder et transporter, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, trente-cinq (35) parts sociales de la société dont il s'agit à Monsieur Patrick Palma, préqualifié, qui accepte, moyennant le prix global de deux millions cent mille francs (frs. 2.100.000,-), somme que le cédant reconnaît avoir reçue du cessionnaire au moment de la signature des présentes, ce dont bonne et valable quittance.

IV.- Le cessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à partir de ce jour.

Le cessionnaire participera aux bénéfices à partir de ce jour.

Le cessionnaire déclare parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la société et renonce à toute garantie de la part du cédant.

V.- Monsieur Felice Salvia, préqualifié, agissant en sa qualité d'associé, déclare expressément renoncer à son droit de préemption, approuver la susdite cession de parts sociales et accepter Monsieur Patrick Palma, préqualifié, comme nouvel associé.

VI.- Monsieur Francesco Di Lauro, préqualifié, agissant en sa qualité de gérant de la société, déclare se tenir, au nom de la société, la susdite cession de parts sociales comme dûment signifiée.

VII.- Ensuite les associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et, à l'unanimité des voix, ils prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la cession de parts qui précède, les associés décident de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs (frs. 500.000,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs (frs. 1.000,-) chacune.

Ces parts sociales sont réparties comme suit:

1.- Monsieur Francesco Di Lauro, commerçant, demeurant à Foetz, rue du Brill, quatre cent trente parts sociales	430
2.- Monsieur Felice Salvia, garçon de restaurant, demeurant à Senningerberg, 86, route de Trèves, trente-cinq parts sociales	35
3.- Monsieur Patrick Palma, cuisinier, demeurant à Luxembourg, 64, rue de Bourgogne, trente-cinq parts sociales	35
Total: cinq cents parts sociales	500

Toutes les parts sociales sont entièrement souscrites et libérées.»

Deuxième résolution

Les associés décident de confirmer Monsieur Francesco Di Lauro, préqualifié, en ses fonctions de gérant technique et administratif de la société et de nommer Monsieur Patrick Palma, préqualifié, comme gérant technique pour la branche hôtelière.

La société se trouve engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant technique et administratif, Monsieur Francesco Di Lauro, préqualifié, à l'exception des opérations concernant la branche hôtelière, pour lesquelles opérations la cosignature du gérant de cette branche, Monsieur Patrick Palma, préqualifié, est requise.

VIII.- Les frais, rémunérations et charges en raison des présentes, estimés sans nul préjudice à la somme de cinquante-deux mille francs (frs. 52.000,-), sont à la charge de la société qui s'y oblige, tous les associés en étant solidairement tenus envers le notaire.

IX.- Les associés élisent domicile au siège de la société.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: F. Di Lauro, F. Salvia, P. Palma, Tom Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 1996, vol. 93S, fol. 92, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 30 octobre 1996.

T. Metzler.

(38863/222/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BEIM FRANCO, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 86, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 31.754.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 30 octobre 1996.

T. Metzler.

(38864/222/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BAGRAT-LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6910 Roodt-sur-Syre, 5, rue Haupeschhaff.
R. C. Luxembourg B 44.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 18, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 novembre 1996.

*Pour la S.à r.l. BAGRAT-LUX
FIDUCIAIRE CENTRALE DU
LUXEMBOURG S.C.*

(38862/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BMS GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 4, rue Béatrix de Bourbon.
R. C. Luxembourg B 36.311.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 17, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 novembre 1996.

(38865/614/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BMS GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 4, rue Béatrix de Bourbon.
R. C. Luxembourg B 36.311.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 21 octobre 1996

Il résulte dudit procès-verbal que:

- décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions.
- Le mandat de Maître Marc Theisen, Maître Pierrot Schiltz et Maître Henri Becker en tant qu'administrateurs et celui de Monsieur Lex Benoy en tant que commissaire aux comptes ont été renouvelés pour un terme d'une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Luxembourg, le 21 octobre 1996.

*Pour la société
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 17, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38866/614/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

EVENTS & BUSINESS CATERING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2, rue Nicolas Bové.
R. C. Luxembourg B 54.096.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 septembre 1996

Nomination de nouveaux Administrateurs

L'Assemblée Générale a décidé de révoquer les Administrateurs suivants:

- Monsieur Jean-Luc Aschbacher, Cuisinier, demeurant à Grevenmacher;
- Monsieur Ionnis Cosmadakis, Chirurgien, demeurant à Mannheim.

En remplacement des deux Administrateurs révoqués, l'Assemblée Générale a décidé de nommer deux nouveaux Administrateurs et ce, avec effet immédiat:

- Monsieur Didier Bode, Cuisinier, demeurant à Reisdorf;
- Monsieur Jimmy De Brabant, Directeur, demeurant à Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2000.

Nomination d'un Administrateur-Délégué

Par décision prise par l'Assemblée Générale, Monsieur Didier Bode, Cuisinier, demeurant à Reisdorf, a été nommé Administrateur-délégué avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle en toute circonstance.

Luxembourg, le 16 septembre 1996.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 19, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(38882/720/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BOLUX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.

R. C. Luxembourg 33.507.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juillet 1996

Monsieur Antoine Calvisi a été nommé Administrateur.

Extrait des délibérations du Conseil d'Administration du 16 septembre 1996

Monsieur François Hottinger a été nommé Président du Conseil d'Administration.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 septembre 1996

Monsieur Jean-Conrad Hottinger a été nommé Administrateur.

Composition du Conseil d'Administration

MM. François Hottinger Président

Antoine Calvisi

Olivier Heckenroth

Emmanuel Hottinger

Jean-Conrad Hottinger

Alain Peytral

Arnaud de Rouge

Madame Christine de Froment.

Le Conseil d'Administration

Pour réquisition aux fins d'inscription au Mémorial et au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38867/007/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

B.I.S., BUREAU IMMOBILIER DU SUD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Esch-sur-Alzette.

R. C. Luxembourg B 26.589.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 18 octobre 1996, vol. 304, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 31 octobre 1996.

FIDUCIAIRE VIC COLLE & ASSOCIES, S.à r.l.

Signature

(38868/612/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

BUSINESSTALK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2141 Luxembourg, 11, rue Emile Mayrisch.

R. C. Luxembourg B 37.932.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 17, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

(38869/614/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

COMINHOLDING, COMPAGNIE INTERNATIONALE HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.

R. C. Luxembourg B 16.404.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 19, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

AFFECTATION DU RESULTAT

Résultat de l'exercice	LUF 160.814.742,-
Affectation à la réserve légale	LUF (5.837.048,-)
Dividende	LUF (10.000.000,-)
Report à nouveau	LUF 144.977.694,-

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 1996.

Signature.

(38873/507/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

**CALLANDER GRANVILLE EUROMANAGEMENT FUND, Société Anonyme
d'Investissement à Capital Fixe.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 103, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 26.512.

Extrait des délibérations du Conseil d'Administration du 30 août 1996

CREDIET & EFFECTENBANK N.V., représenté par Monsieur Pieter Jan Maria Van den Brink, a été coopté Administrateur, en remplacement de Monsieur John D. Th. Leenders, démissionnaire.

Extrait des délibérations du Conseil d'Administration du 27 septembre 1996

Monsieur Charles Soullignac a été coopté Administrateur en remplacement de la COMPAGNIE FINANCIERE GAMMA, démissionnaire.

Extrait des délibérations de l'Assemblée générale du 30 septembre 1996

Composition du Conseil d'Administration

MM. Hugues Lasseron Chairman

Claude H. Cellier

Arthur de la Grandière

Regnier Haegelsteen

Arnaud Isnard

Peter Laszlo

Nicholas Moy

George Ortiz

Robert Reckinger

Charles Soullignac

Francis Tancrede

CREDIET & EFFECTENBANK N.V.

représenté par M. Pieter Jan Maria Van den Brink

DS STRATEGEM MANAGEMENT SERVICES A.G.

représenté par M. David B. Kellermann

SWISS CANTOBANK (INTERNATIONAL)

représenté par M. Roland Staehli.

Le Conseil d'Administration

Pour réquisition aux fins d'inscription au Mémorial et au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38870/007/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

**ANITE SYSTEMS Limited,
(anc. CRAY SYSTEMS Limited).**

Succursale au Grand-Duché de Luxembourg.

Capital social: GBP 2.242.214.

Siège social: L-2167 Luxembourg, 151, rue des Muguets.

La nouvelle raison sociale est comme suit:

ANITE SYSTEMS Limited.

Pour extrait conforme

FIDUCIAIRE SASSEL & ZIMMER S.C.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 1996, vol. 485, fol. 92, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38878/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

CARIEK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, Imacorp Business Centre, 25B, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 34.720.

Le bilan au 31 juillet 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 21, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

IMACORP S.A.

Signature

(38871/700/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

CFE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, Imacorp Business Centre, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 48.014.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 21, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 novembre 1996.

IMACORP S.A.

Signature

(38872/700/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

COMPTOIR ANTI-FEU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4815 Rodange, 19A, route de la Fontaine.
R. C. Luxembourg B 45.071.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 1996, vol. 486, fol. 4, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 novembre 1996.

LUXCOMPTA, S.à r.l.

Signature

(38874/679/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

COMURA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 44.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, tels qu'approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 485, fol. 100, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue à Luxembourg, le 13 septembre 1996

L'assemblée décide de renouveler le mandat des trois administrateurs suivants:

MM. Christian Gary
Henri Chatillon
Jean-Paul Ribert

et élit comme nouvel administrateur:

Monsieur Charles Besnehard en remplacement de Monsieur Leslie S. Doyle décédé. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 1998.

L'assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer réviseur indépendant de la société

DELOITTE & TOUCHE LUXEMBOURG, S.à r.l.

3, route d'Arlon

L-8009 Strassen

dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour COMURA S.A.

Signature

(38875/267/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

FOXITEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 35.276.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 4 avril 1996, le mandat des administrateurs, MM. Guy Baumann, Jean Bodoni et Laurent Huss ainsi que celui du commissaire aux comptes, Mme Myriam Spiroux-Jacoby, ont été renouvelés pour une durée de six ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2002.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour FOXITEC S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

J.-M. Schiltz

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38889/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

FOXITEC S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 35.276.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 6 avril 1995, Monsieur Laurent Huss, fondé de pouvoir principal, L-Kehlen, a été appelé aux fonctions d'administrateur en remplacement de Mme Luisella Moreschi. Son mandat s'achèvera avec ceux de ses collègues à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1996.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour FOXITEC S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers J.-M. Schiltz

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38890/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

CONDOR LUX ROADCARGO, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.
Gesellschaftssitz: L-4222 Esch-sur-Alzette, 214, route de Luxembourg.

Aussergewöhnliche Generalversammlung der CONDOR LUX ROADCARGO, S.à r.l. vom 20. September 1996

zwischen den Unterzeichneten:

A1	MEDICON S.A.H., mit Sitz in Esch an der Alzette (Luxemburg)	
	hier vertreten durch Herrn Kralowetz jun.	93 Anteile
	einerseits und	
B1	Horak Milan, wohnhaft in CZ-Pacice	
B2	Svoboda Josef, wohnhaft in CZ-Budweis	
B3	Freivolt Marian, wohnhaft in CZ-Roznava	
B4	Hitka Ignac, wohnhaft in SK-Nitra	
B5	Dado Pavel, wohnhaft in CZ-Banska Bystrica	
B6	Dado Ladislav, wohnhaft in SK-Zvolen	
B7	Sivon Peter, wohnhaft in CZ-Prachatice	
B8	Nagy Anton, wohnhaft in SK-Komarno	
B9	Toth Karel, wohnhaft in H-Tököl	
B10	Miso Jiri, wohnhaft in CZ-Novy Jicin	
B11	Kantor Robert, wohnhaft in Sk-Nove Zamky	
B12	Mordac Igor, wohnhaft in SK-Dun-Streda	
	wurde unter einstimmigem Beschluß folgende Abmachung getroffen:	
	MEDICON S.A.H., vorgeannt unter A1 überträgt an	
B1	Horak Milan, vorgeannt	1 Anteil
B2	Svoboda Josef, vorgeannt	1 Anteil
B3	Freivolt Marian, vorgeannt	1 Anteil
B4	Hitka Ignac, vorgeannt	1 Anteil
B5	Dado Pavel, vorgeannt	1 Anteil
B6	Dado Ladislav, vorgeannt	1 Anteil
B7	Sivon Peter, vorgeannt	1 Anteil
B8	Nagy Anton, vorgeannt	1 Anteil
B9	Toth Karel, vorgeannt	1 Anteil
B10	Miso Jiri, vorgeannt	1 Anteil
B11	Kantor Robert, vorgeannt	1 Anteil
B12	Mordac Igor, vorgeannt	1 Anteil
	welche annehmen und worüber gleichzeitig Quittung erstellt ist, betreffend das vereinbarte Entgelt	
	abzüglich Abtretungen an MEDICON S.A.H. der Herren	
D1	Kubovic Jan, vorgeannt	-1 Anteil
D2	Sadovsky Eduard, vorgeannt	-1 Anteil
D3	Jehlar Ivan, vorgeannt	-1 Anteil
D4	Babka Zdenko, vorgeannt	-1 Anteil
D5	Kosicky Vladimir, vorgeannt	-1 Anteil
D6	Ham Ernest, vorgeannt	-1 Anteil
D7	Urban Karel, vorgeannt	-1 Anteil
D8	Kouky Vladimir, vorgeannt	-1 Anteil
D9	Bagoci Jozef, vorgeannt	-1 Anteil
D10	Csivre Vincent, vorgeannt	-1 Anteil
D11	Obona Josef, vorgeannt	-1 Anteil
D12	Jirka Jiran, vorgeannt	-1 Anteil
D13	Matiasko Lubos, vorgeannt	-1 Anteil
D14	Kriz Bohuslav, vorgeannt	-1 Anteil

Die Anteile sind wie folgt zugeteilt:

A1	MEDICON S.A.H., mit Sitz in Esch an der Alzette (Luxemburg) hier vertreten durch Herrn Kralowetz jun.	81 Anteile
B1	Horak Milan, vorgeannt	1 Anteil
B2	Svoboda Josef, vorgeannt	1 Anteil
B3	Freivolt Marian, vorgeannt	1 Anteil
B4	Hitka Ignac, vorgeannt	1 Anteil
B5	Dado Pavel, vorgeannt	1 Anteil
B6	Dado Ladislav, vorgeannt	1 Anteil
B7	Sivon Peter, vorgeannt	1 Anteil
B8	Nagy Anton, vorgeannt	1 Anteil
B9	Toth Karel, vorgeannt	1 Anteil
B10	Miso Jiri, vorgeannt	1 Anteil
B11	Kantor Robert, vorgeannt	1 Anteil
B12	Mordac Igor, vorgeannt	1 Anteil
C1	Kralowetz Martin, vorgeannt	2 Anteile
C2	Zvalo Jozef, vorgeannt	2 Anteile
C3	Kunes Pavel, vorgeannt	1 Anteil
C4	Hrabacek Frantisek, vorgeannt	1 Anteil
C5	Becka Emil, vorgeannt	1 Anteil
		<u>100 Anteile</u>

Die Versammlung ernennt einstimmig die Herren

- B1 Horak Milan, vorgeannt
- B2 Svoboda Josef, vorgeannt
- B3 Freivolt Marian, vorgeannt
- B4 Hitka Ignac, vorgeannt
- B5 Dado Pavel, vorgeannt
- B6 Dado Ladislav, vorgeannt
- B7 Sivon Peter, vorgeannt
- B8 Nagy Anton, vorgeannt
- B9 Toth Karel, vorgeannt
- B10 Miso Jiri, vorgeannt
- B11 Kantor Robert, vorgeannt
- B12 Mordac Igor, vorgeannt

als administrative Geschäftsführer und Herrn Martin Kralowetz als technischen Geschäftsführer.

Jeder administrative Geschäftsführer kann die Gesellschaft nur in Verbindung mit der Unterschrift von Herrn Karl Kralowetz jun. verpflichten.

Herr Karl Kralowetz jun. kann die Gesellschaft mit seiner alleinigen Unterschrift in unbeschränkter Höhe verpflichten.

Es folgen 12 Unterschriften.

Unterschriften.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 octobre 1996, vol. 304, fol. 59, case 1/1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

(38876/000/96) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

CONSORTIUM FINANCIER AFRICAÏN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 5 novembre 1996.

G. d'Huart.

(38877/207/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

FOUGÈRES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8398 Roodt.
R. C. Luxembourg B 25.217.

Les comptes annuels aux 31 décembre 1993 et 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 30 octobre 1996, vol. 486, fol. 10, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Signature

Le gérant

(38888/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

FINANZPLAN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6841 Machtum, 13, rue de l'Eglise.
R. C. Luxembourg B 39.737.

Les comptes annuels au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 19, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour FINANZPLAN INTERNATIONAL S.A.

(38883/720/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

FINANZPLAN INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6841 Machtum, 13, rue de l'Eglise.
H. R. Luxemburg B 39.737.

Auszug aus den Beschlüssen der Ordentlichen Generalversammlung vom 7. April 1995

Am siebten April neunzehnhundertfünfundneunzig um elf Uhr haben sich die Aktionäre der Kapitalgesellschaft FINANZPLAN INTERNATIONAL S.A. in einer Ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft in Machtum versammelt.

Folgende Beschlüsse wurden gefasst:

Verwendung des Nettogewinns

Die Aktionäre stellen mit Zufriedenheit den Gewinn von 3.186.055,- LUF (Vorjahr: 2.513.891,- LUF) des vergangenen Geschäftsjahres fest und beschliessen einstimmig den gesamten Gewinn auf des jetzige Geschäftsjahr vorzutragen.

Wahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars

Die Aktionäre bestätigen einstimmig folgende Verwaltungsratsmitglieder für die Dauer eines Jahres:

1. Herrn Detlef Kraus, Obertshausen (D);
2. Herrn Jean Zeimet, Luxemburg;
3. Herrn Adrian de Feijter, Luxemburg.

Zum Kommissar für die Dauer eines Jahres wird die Firma FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE S.A., mit Sitz in Luxemburg, 11, avenue de la Liberté, gewählt.

Luxembourg, den 7. April 1995.

Unterschriften.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 19, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(38884/720/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GAD HOLDING S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 18.737.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires qui a eu lieu au siège social le 15 septembre 1996

- Monsieur René Schmitter, comptable, demeurant à Luxembourg a été nommé comme commissaire à la liquidation:
- la date de l'assemblée de clôture de liquidation a été fixée.

Luxembourg, le 24 octobre 1996.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 21, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(38891/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GESTION FINANCIERE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 26.114.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 octobre 1996, vol. 485, fol. 50, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 1996.

Pour GESTION FINANCIERE INTERNATIONALE S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
Signatures

(39247/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

BORD DE MER I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 48.453.

EXTRAIT

I. Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 25 octobre 1996 comme suit:

1) Le siège social a été transféré à l'adresse suivante:

82, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

2) En remplacement des précédents administrateurs, le nouveau conseil d'administration est composé comme suit:

1.- Monsieur Ardito Toson, agent d'affaires, demeurant à Luxembourg, administrateur;

2.- Madame Josette Muller, directrice administrative, demeurant à Luxembourg, administrateur;

3.- Madame Carla Alves Silva, attachée de direction, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en l'an 2001.

3) Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs administrateurs-délégués.

4.- En remplacement du précédent commissaire aux comptes a été nommé comme nouveau commissaire aux comptes:

Monsieur Fouad Ghozali, économiste, demeurant à Mamer, commissaire aux comptes.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en l'an 2001.

II. Il résulte du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration tenue le 28 octobre 1996 au nouveau siège social que Monsieur Ardito Toson a été nommé administrateur-délégué.

Toutes les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix.

L'institut domiciliataire
COMPTABILITE GENERALE DE LUXEMBOURG
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 1996, vol. 486, fol. 8, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38576/553/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

C.K. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 55, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 17.312.

Les comptes annuels aux 31 décembre 1995 et 1994, enregistrés à Luxembourg, le 29 octobre 1996, vol. 486, fol. 5, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour la S.A. C.K.
FIDUCIAIRE CENTRALE DU
LUXEMBOURG S.C.

(38585/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

CLEANTEC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2734 Luxembourg, 47, rue de Wiltz
R. C. Luxembourg B 14.629.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 1996, vol. 485, fol. 82, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Le gérant
Signature

(38586/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

CONSTRUCTION NICO MARECHAL, Société à responsabilité limitée,

Siège social: L-8184 Kopstal, 1A, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 28.178.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 1996, vol. 486, fol. 11, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 1996.

Pour CONSTRUCTION NICO MARECHAL, S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES P.M.E.
Signature

(38587/514/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

BORD DE MER II S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1750 Luxembourg, 82, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 48.454.

EXTRAIT

- I. Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 25 octobre 1996 comme suit:
- 1) Le siège social a été transféré à l'adresse suivante:
82, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.
 - 2) En remplacement des précédents administrateurs, le nouveau conseil d'administration est composé comme suit:
 - 1.- Monsieur Ardito Toson, agent d'affaires, demeurant à Luxembourg, administrateur;
 - 2.- Madame Josette Muller, directrice administrative, demeurant à Luxembourg, administrateur;
 - 3.- Madame Carla Alves Silva, attachée de direction, demeurant à Luxembourg, administrateur.
 Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en l'an 2001.
 - 3) Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs administrateurs-délégués.
 - 4.- En remplacement du précédent commissaire aux comptes a été nommé comme nouveau commissaire aux comptes:
Monsieur Fouad Ghozali, économiste, demeurant à Mamer, commissaire aux comptes.
Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en l'an 2001.
- II. Il résulte du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration tenue le 28 octobre 1996 au nouveau siège social que Monsieur Ardito Toson a été nommé administrateur-délégué.
Toutes les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix.

L'institut domiciliataire
COMPTABILITE GENERALE DE LUXEMBOURG
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 1996, vol. 486, fol. 8, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38577/553/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

COURIERDIENST WILDE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 49.465.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 1996, vol. 486, fol. 6, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 1996.

FIDUCIAIRE FERNAND KARTHEISER & Cie
Signature

(38590/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

DECONEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 32.129.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 1996, vol. 486, fol. 3, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

E. Maldifassi
Responsable de la domiciliation

(38595/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

DEGNER MALERMEISTER, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5330 Moutfort, 79, route de Remich.
R. C. Luxembourg B 51.802.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 29 octobre 1996, vol. 486, fol. 5, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour la GmbH DEGNER
MALERMEISTER
FIDUCIAIRE CENTRALE DU
LUXEMBOURG S.C.

(38596/503/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

DEVELOPMENT HOLDING COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 39.044.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 25 octobre 1996 que Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Mamer, a été nommé comme nouvel administrateur, en remplacement de l'administrateur démissionnaire.

La nomination de Monsieur Thierry Fleming sera ratifiée lors de la prochaine assemblée. Monsieur Thierry Fleming terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 25 octobre 1996.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 1996, vol. 486, fol. 5, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38599/534/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 1996.

FINSATURNE S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 41.545.

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 1^{er} août 1996 que:

Le terme de trois ans des mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes étant échu, l'Assemblée nomme à nouveau les Administrateurs et Commissaire sortants jusqu'à la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur le résultat de l'exercice 1997, à savoir:

Administrateurs:

MM. Giancarlo Moroni, Dirigeant de sociétés, demeurant à Rome (Italie);
Franco Pizzuti, Dirigeant de sociétés, demeurant à Rome (Italie);
Giuseppe Natola, Dirigeant de sociétés, demeurant à Rome (Italie).

Commissaire aux comptes:

M. Federico Malorni, Expert-comptable, demeurant à Rome (Italie).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures
Le Domiciliataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 21, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38885/058/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

CENTRAL HISPANO GESTION LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twenty-ninth of November.

Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Luxembourg.

There appeared the following:

1) CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., a company incorporated under the laws of Spain, having its registered office at 11, Juan Esplandiu, 28007 Madrid (Spain), here represented by Mr Francis Pedrini, Vice-President, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

2) CENTRAL HISPANO HOLDING S.A., a company incorporated under the laws of Spain, having its registered office at Plaza Canalejas, 1, 28008 Madrid (Spain), here represented by Mr Francis Pedrini, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

These proxies, signed by all the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the above stated capacities, have drawn up the following articles of incorporation of a company which they declared organized among themselves:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation (the «Corporation») in the form of a société anonyme under the denomination of CENTRAL HISPANO GESTION LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited duration. It may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles, as described in Article 22 hereof.

Art. 3. The object of the Corporation is the management of a Luxembourg collective investment undertaking presently denominated BCH HORIZONS (the «Fund»), and the administration of its assets and activities, including the

issue, exchange or redemption of Units of several classes (the «Units») on behalf of the Fund, and the representation and defence of the interests of the holders of Units, in accordance with the provisions of the Luxembourg law of 30th March, 1988 on collective investment undertakings as amended from time to time. The Corporation may also administer its own assets and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, subject to all applicable laws.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors (the «Board»).

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that could interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Corporation, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at five million Luxembourg francs (5,000,000.-), represented by five thousand (5,000) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.-) each (the «Shares»), all fully paid in.

Art. 6. The Shares shall be and remain in registered form. Share certificates (hereafter «Certificates») will be issued upon request. Such Certificates shall be signed by two directors whose signatures may be by facsimile.

Payments of dividends to shareholders will be made to their addresses in the register of shareholders (the «Register»). No interest will be paid on dividends declared, pending their collection, or relating to Shares held by the Corporation.

All issued Shares shall be registered in the Register, which shall be kept by the Corporation.

Each shareholder must provide the Corporation with an address. All notices and announcements from the Corporation to Shareholders may be sent to such address which will also be entered in the Register.

Art. 7. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 22 hereof.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation.

It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relative to the operations of the Corporation.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Tuesday in the month of March at 2.00 p.m. and for the first time in 1998. If such day is a legal holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held outside the Grand Duchy of Luxembourg, if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the Shares present or represented and voting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon a call of the Board or of the statutory auditor pursuant to a notice setting forth the agenda, sent by registered mail at least eight days prior the date of the general meeting to the shareholder's address in the Register.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare to be informed of its agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publications.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a Board composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify; provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. The Board shall elect from among its members a chairman and may appoint a managing director. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside over all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board may from time to time appoint a general manager, an administrative manager, or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation.

Any such appointment may be revoked at any time by the Board.

Officers need not be directors or shareholders of the Corporation.

The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of the circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telecopier of each director.

Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

A director may act at a meeting of the Board by appointing in writing or by cable or telegram or telex or telecopier another director as his proxy.

Except as stated below, the Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are in attendance (which may be by way of a conference telephone call) or represented at a meeting of the Board.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

The directors may also approve by unanimous vote a circular resolution, by expressing their consent on one or several separate instruments in writing or by telex, telegram or telecopier, confirmed in writing, which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 13. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 14. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board has in particular power to determine the corporate policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The Board may, with the approval of the statutory auditor, declare and pay an interim dividend, based on the semi-annual accounts.

Art. 15. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation are interested in, or are directors, associates, officers or employees of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have a personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Art. 16. The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses, reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or at its request, of any other Corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of a settlement indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

The foregoing right or indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The Corporation will be bound by the joint signatures of any two directors of the Corporation, or by the joint signatures of a director and of any duly authorized person, or in any other way determined by a resolution of the Board.

Art. 18. The operations of the Corporation including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by a statutory auditor who shall not otherwise be affiliated with the Corporation.

The statutory auditor other than the first statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and shall remain in office until re-elected or until his successor is elected and qualifies.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 19. The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of January and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

The first accounting year shall start on the date of incorporation and shall end on the thirty-first December nineteen hundred and ninety-seven.

Art. 20. From the annual net profits of the Corporation, five per cent shall be allocated to the reserve required by law.

This allocation shall cease to be required as soon as and as long as such legal reserve amounts to ten per cent of the issued capital of the Corporation as stated in article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article seven hereof. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare stock dividends or cash dividends from time to time.

Any Shares of the Corporation held by it shall be excluded from receiving dividends or from participating in the net liquidation proceeds.

Art. 21. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. These Articles may be amended by a resolution of an extraordinary shareholders' meeting, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 23. All funds to which shareholders are entitled pursuant to the liquidation of the Company and which shall not have been claimed by those entitled thereto before the close of the liquidation operations shall be deposited in favour of whom it may concern at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

Art. 24. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10th August, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid in
1) CENTRAL HISPANO GESTION, S.A.	4,999,000.- LUF	4,999	4,999,000.- LUF
2) CENTRAL HISPANO HOLDING S.A.	1,000.- LUF	1	1,000.- LUF
Total:	5,000,000.- LUF	5,000	5,000,000.- LUF

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatever, which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one hundred and thirty thousand francs (130,000.- LUF).

Extraordinary General Meeting

The above-named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an Extraordinary General Meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

1. - Resolved to fix at four (4) the number of directors and further resolved to elect the following as directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 1998:

- 1) Mr Gustavo Suarez Cuesta, Managing Director of CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., Madrid;
- 2) Mr Gerardo Neyra Suarez, General Manager of CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., Madrid;
- 3) Mr Antonio Senas Valbuena, Senior Sales Manager of BANCO CENTRAL HISPANO, Madrid;
- 4) Mr Luis Abaira de Arana, International Investments Manager of CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., Madrid.

2. - Resolved to fix at one the number of statutory auditors and further resolved to elect the following as statutory auditor for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 1998:

– COOPERS & LYBRAND, Luxembourg.

3. - Pursuant to the provisions of the articles of incorporation and of the company law the shareholders' meeting hereby authorises the board of directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more members of the board of directors.

4. - The registered office shall be at 16, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said persons appearing signed the present original deed together with Us, the notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergencies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1) CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., une société de droit espagnol, ayant son siège social à 11, Juan Esplandiu, 28007 Madrid (Espagne), ici représentée par Monsieur Francis Pedrini, Vice-Président, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé;

2) CENTRAL HISPANO HOLDING S.A., une société de droit espagnol, ayant son siège social à Plaza Canalejas, 1, 28008 Madrid (Spain), ici représentée par Monsieur Francis Pedrini, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ces procurations, signées par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Lesquels comparants, agissant en leurs susdites qualités, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société (la «Société») sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de CENTRAL HISPANO GESTION LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision des actionnaires prise de la manière requise pour la modification des présents Statuts, tel que décrit à l'article 22 des présentes.

Art. 3. La Société a pour objet la gestion d'un fonds commun de placement luxembourgeois qui porte actuellement la dénomination de BCH HORIZONS (le «Fonds») et l'administration des avoirs et des activités de celui-ci, y inclus l'émission, l'échange ou le rachat des parts des différentes classes (les «Parts») pour le compte du Fonds et la représentation et la défense des intérêts des porteurs de Parts, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif. La Société peut aussi gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, sous réserve de l'observation de toutes les lois applicables.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, au Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé par simple résolution du Conseil d'Administration (le «Conseil») des succursales ou autres bureaux, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre ce siège et l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure temporaire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège, restera une entité luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune (les «Actions»), toutes entièrement libérées.

Art. 6. Les Actions sont et resteront nominatives. Les certificats d'Actions (ci-après «Certificats») seront émis sur demande. Ces Certificats seront signés par deux administrateurs dont les signatures pourront être apposées en fac-similé.

Le paiement de dividendes aux actionnaires se fera à leur adresse inscrite au registre des actionnaires (le «Registre»). Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes mis en paiement et non réclamés ou sur des Actions détenues par elle.

Toutes les Actions seront inscrites dans le Registre qui sera tenu par la Société.

Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse. Toute notification et tout avis de la Société à des actionnaires pourront être envoyés à cette adresse qui sera également inscrite au Registre.

Art. 7. Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision des actionnaires adoptée de la manière requise pour les modifications des Statuts, selon ce qui est prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 8. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société.

Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que désigné dans l'avis de convocation, le 2^{ème} mardi du mois de mars à quatorze heures et pour la première fois en 1998. Si ce jour est un jour férié légal à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir en dehors du Grand-Duché de Luxembourg si, selon l'appréciation définitive et souveraine du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées d'actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Sauf disposition contraire des statuts, les quorum et délai prévus par la loi s'appliqueront aux convocations et à la tenue des assemblées d'actionnaires de la Société.

Toute action donne droit à une voix, sous réserve des restrictions imposées par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées d'actionnaires en désignant par écrit ou par câble, télégramme ou télex une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions prises lors d'assemblées générales d'actionnaires dûment convoquées seront approuvées à la majorité simple des actions présentes ou représentées et participant au vote.

Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale.

Art. 10. Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil ou du commissaire aux comptes à la suite d'une convocation contenant l'ordre du jour, envoyée par lettre recommandée au moins huit jours avant la date de l'assemblée à chaque actionnaire à l'adresse indiquée dans le Registre.

Toutefois, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci pourra se tenir sans avis de convocation ou publications préalables.

Art. 11. La Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois membres, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires réunis en assemblée générale, pour un terme expirant lors de la prochaine assemblée générale et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus et aient accepté leurs fonctions, sauf qu'un administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé à tout moment par résolution approuvée par les actionnaires. En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir cette vacance de poste jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 12. Le Conseil désignera parmi ses membres un administrateur-délégué. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des assemblées générales d'actionnaires. Le Conseil se réunira sur la convocation de l'administrateur délégué ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

L'administrateur délégué présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et du Conseil, mais, en son absence, les actionnaires ou le Conseil pourront désigner une autre personne comme président de la réunion, par un vote à la majorité de ceux présents lors d'une telle réunion.

Le Conseil pourra de temps à autre nommer un directeur général, un directeur administratif, un secrétaire ou tous autres fondés de pouvoir qu'il jugera nécessaires à l'activité et à l'administration de la Société.

Ces nominations pourront être révoquées à tout moment par le Conseil.

Les fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société.

Les fondés de pouvoir auront, sauf disposition contraire des présents Statuts, les pouvoirs et devoirs qui leur auront été conférés par le Conseil.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme, télex ou message télécopié de chaque administrateur.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Un administrateur pourra se faire représenter lors d'une réunion du Conseil en désignant par écrit, par télex, télégramme ou message télécopié un autre administrateur comme son mandataire.

Sous réserve de ce qui sera dit ci-après, le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs participe à la réunion (ce qui pourra se faire au moyen d'une conférence organisée par téléphone) ou y est représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors d'une telle réunion.

Les administrateurs pourront également approuver par vote unanime le texte d'une résolution circulaire, en exprimant leur accord sur un ou plusieurs documents séparés par écrit, télex, télégramme ou message télécopié, confirmés par écrit, lesquels constitueront tous ensemble le procès-verbal approprié documentant une telle décision.

Art. 13. Les procès-verbaux des réunions du Conseil seront signés par l'administrateur-délégué ou, en son absence, par l'administrateur qui aura assumé la présidence de la réunion.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par l'administrateur-délégué ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 14. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts sont à l'assemblée générale des actionnaires de la compétence du Conseil.

Le Conseil a en particulier le pouvoir de déterminer la politique générale et la conduite des affaires de la Société.

Le Conseil pourra, avec l'accord du commissaire aux comptes, déclarer et mettre en paiement des dividendes intérimaires, sur base d'états financiers semestriels.

Art. 15. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société y seront intéressés, ou en seront administrateurs, associés, fondés de pouvoir ou employés.

Un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, pas empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes questions relatives à de tels contrat ou opération.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en informera le Conseil et il ne donnera pas d'avis ni ne votera sur une telle opération et cette opération ainsi que l'intérêt qu'un administrateur ou fondé de pouvoir y a, sont portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 16. La Société pourra indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoir ainsi que leurs héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs légaux des dépenses raisonnablement encourues par eux en relation avec toute action, procédure ou tout procès auxquels ils seront partie ou auront été impliqués en raison de la circonstance qu'ils sont ou ont été administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou en raison du fait qu'ils l'ont été à la demande de la Société dans une autre société, dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière, dans la mesure où ils ne sont pas en droit d'être indemnisés par cette autre entité, sauf relativement à des matières dans lesquelles ils seront finalement condamnés pour négligence grave ou mauvaise administration délibérée dans le cadre d'une pareille action ou procédure; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son conseil que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs.

Le droit prédécrit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits individuels dans le chef de ces personnes.

Art. 17. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou par la signature conjointe d'un administrateur et d'une personne dûment autorisée, ou encore de toute autre manière déterminée par une résolution du Conseil.

Art. 18. La surveillance des opérations de la Société, y inclus en particulier la tenue de ses livres comptables et les déclarations fiscales et autres requises par la loi luxembourgeoise, sera confiée à un commissaire aux comptes indépendant.

Le commissaire aux comptes, sauf le premier d'entre eux, sera élu par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société pour un terme expirant à la prochaine assemblée annuelle et restera en fonction jusqu'à ce qu'il soit réélu ou que son successeur ait été élu et ait accepté ses fonctions.

Le commissaire aux comptes peut être révoqué à tout moment avec ou sans motif par les actionnaires.

Art. 19. L'année sociale de la Société commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de la même année.

La première année sociale commencera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Art. 20. Sur les bénéfices nets annuels de la Société il sera prélevé cinq pour cent qui seront attribués à la réserve légale.

Cette attribution cessera d'être requise dès que et aussi longtemps que cette réserve légale s'élèvera à dix pour cent du capital social émis par la Société, tel qu'énoncé à l'article cinq des présents statuts ou tel qu'augmenté ou réduit de temps en temps selon ce qui est prévu à l'article sept ci-dessus.

L'assemblée générale des actionnaires décidera, sur recommandation du Conseil, de l'usage à faire du solde du bénéfice net annuel et pourra de temps à autres déclarer des dividendes sous forme d'actions gratuites ou sous forme de répartitions en espèces.

Les actions qui seront détenues par la Société seront exclues du droit de toucher des dividendes et du droit de participer au produit net de la liquidation.

Art. 21. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui pourront être des personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Ces statuts pourront être modifiés par une décision d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi luxembourgeoise.

Art. 23. Tous fonds auxquels les actionnaires auront droit à la suite de la liquidation de la Société et qui n'auront pas été réclamés par ceux auxquels ils reviennent avant la clôture des opérations de liquidation, seront déposés en faveur de qui il appartiendra auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

Art. 24. Toutes matières non prévues par les présents Statuts seront régies par les dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales.

Constatacion

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Souscription et paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaires	Capital souscrit	Nombre d'actions	Libération
1) CENTRAL HISPANO GESTION S.A.	4.999.000,- LUF	4.999	4.999.000,- LUF
2) CENTRAL HISPANO HOLDING S.A.	1.000,- LUF	1	1.000,- LUF
Total:	5.000.000,- LUF	5.000	5.000.000,- LUF

La preuve de tous ces paiements a été apportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ cent trente mille francs (130.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4).

Sont nommés administrateurs:

- 1) M. Gustavo Suarez Cuesta, Managing Director de CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., Madrid;
- 2) M. Gerardo Neyra Suarez, General Manager de CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., Madrid;
- 3) M. Antonio Senas Valbuena, Senior Sales Manager de BANCO CENTRAL HISPANO, Madrid;
- 4) M. Luis Abaira de Arana, International Investments Manager de CENTRAL HISPANO GESTION, S.A., Madrid.

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 1998.

2. Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

– COOPERS & LYBRAND, Luxembourg.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 1998.

3. - Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

4. - Le siège social est fixé au 16, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux personnes comparantes qui ont requis le notaire de documenter le présent acte en langue anglaise, les personnes comparantes ont signé le présent acte avec le notaire, qui déclare avoir connaissance personnelle de la langue anglaise.

Les présents statuts, rédigés en langue anglaise, sont suivis d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais primera.

Signé: F. Pedrini, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 4 décembre 1996, vol. 400, fol. 80, case 4. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 décembre 1996.

E. Schroeder.

(43717/228/457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 1996.

BCH HORIZONS, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

1. The Fund.

BCH HORIZONS (the «Fund») as an open-ended mutual investment fund (Fonds Commun de Placement), is an unincorporated coproprietorship of the securities and other assets of the Fund, managed for the account and in the exclusive interest of its co-owners (hereinafter referred to as the «Unitholders») by CENTRAL HISPANO GESTION LUXEMBOURG S.A. (the «Management Company»), a company incorporated as a «société anonyme» under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. In the relations between Unitholders, each Portfolio (as defined hereafter) will be deemed to be a separate entity. However, claims of third parties against the Fund directed against the Management Company shall be accounted for in the relevant Portfolio and shall, save as otherwise agreed with creditors, be supported by the total assets of the Fund.

The Management Company issues Units (all such Units hereinafter individually and collectively referred to as the «Units»), each corresponding to a separate portfolio of assets (a «Portfolio»), the issuance of which Units shall be recorded in the Unit register of the Fund and acknowledged by unit confirmations («Unit Confirmations»).

The Management Company may decide to terminate existing Portfolios and/or to create new Portfolios, in each case subject to prior notice being given to the Unitholders and to amendment of the Prospectus.

The Units are issued in registered form only.

The assets of the Fund shall be held in custody by a custodian bank (hereinafter referred to as the «Custodian»), and shall be segregated from the assets of the Management Company. CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A. is appointed as the Custodian.

The consolidated accounts of the Fund shall be maintained in U.S. dollars; the accounts of each Portfolio shall be maintained in such currency (the «Payment Currency»). As the board of directors of the Management Company (the «Board») may determine with respect to the relevant Portfolio.

The Offering Price per Unit will be based on a calculation made by the Management Company or its designated Agent converting the Net Asset Value per Unit into the Payment Currency of the relevant Portfolio.

The rights and obligations of the Unitholders, the Management Company and the Custodian are contractually determined by these Management Regulations, a copy of which will be provided to Unitholders on request. The

Management Regulations are published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») and a restated version thereof is available for inspection and a copy thereof may be obtained on request at the registered office of the Management Company and in such other place or places as applicable laws or regulations may require. By acquiring a Unit, the holder thereof agrees to these Management Regulations and to any and all duly approved amendments hereto.

2. The Management Company.

The Fund is managed by the Management Company for the exclusive account of the Unitholders. The Management Company is vested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions contained in these Management Regulations, particularly the restrictions in clause 6 hereafter, in the name and for the account of the Unitholders, including (without limitation) the right to:

- purchase, subscribe, sell or otherwise receive or dispose of selected and diversified investments permitted for each Portfolio including, without limitation and where relevant, transferable securities, transferable debt securities and ancillary liquid assets as may be permitted in the case of each Portfolio;
- supervise and manage such investments;
- exercise, while the holder of any such investments, all the rights, powers and privileges appertaining to the holding or ownership thereof to the same extent that an individual could do;
- conduct investment research and to secure information pertinent to the investment and employment of the assets of the Fund's Portfolios;
- procure research, investigations and information from any investment advisor;
- do everything necessary or suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes and powers hereinabove set forth, either alone or in conjunction with others; and
- do every other act or thing incidental to the purposes aforesaid, provided the same are not inconsistent with the laws of Luxembourg and of any jurisdictions where the Fund may be registered.

The Board shall determine the investment policy of the Fund for its several Portfolios within the investment limitations set forth herein, as amended from time to time by the Board in accordance with all applicable laws and regulations.

The Board may, under its responsibility, appoint an investment committee consisting of members of the Board and/or other persons to advise the Board with respect to general investment policy. The Board may, under its responsibility, appoint a manager or managers to carry out, on behalf of the Management Company, the investment policy and/or the day-to-day administration and management of the assets of the Fund, including as provided hereafter.

The Management Company shall be entitled to receive from the Fund an annual fee as described below under «Charges of the Fund», payable monthly and computed on each Valuation Date, based on the Net Assets of the Fund (defined below).

The Management Company may appoint agents (individually and collectively referred to hereinafter as «Agents») to perform such services in connection with its obligations under these Management Regulations as it deems necessary or convenient for its performance hereunder, subject to any limitations under the laws of Luxembourg or contained herein, on such terms and conditions as are reasonable in the circumstances.

The removal of the Management Company shall be subject to the condition that a substitute management company (a «Substitute Management Company») shall have in writing agreed with the Custodian to assume all obligations of the Management Company under these Management Regulations to any Unitholder. In the event of such removal these Management Regulations shall be amended so as to replace the name of the Management Company by that of the Substitute Management Company. If no Substitute Management Company can be found, the Fund shall be liquidated in accordance with the provisions of clause 19 below.

3. The Custodian.

The Management Company shall appoint, and may terminate the appointment of, a Custodian of the Fund's assets. The name of the Custodian shall be mentioned in the prospectuses, financial reports and similar documents relating to the Fund.

The Custodian shall be appointed for an undetermined period of time and the Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon ninety days' written notice delivered by either such party to the other, provided, however, that such termination by the Management Company is subject to the suspensive condition that another bank accepts the responsibilities and duties of the Custodian under these Management Regulations and provided further that the appointment of the Custodian shall, if terminated by the Management Company, continue thereafter for such period as may be necessary for the complete divestiture of all assets of the Fund held by the Custodian. In case of termination by the Custodian, the Management Company will appoint a new custodian who shall accept the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations, provided, however, that prior to the departing Custodian's termination becoming effective and pending the effectiveness of the appointment of a new custodian by the Management Company, the Custodian shall fulfil all of its obligations hereunder.

The Custodian may, under its responsibility, designate other banks and financial institutions established abroad or clearing systems such as CEDEL BANK S.A. or EUROCLEAR (hereinafter referred to individually as a «Correspondent» and collectively as the «Correspondents») to fulfil certain obligations of the Custodian under these Management Regulations.

The Custodian will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and other assets.

All securities, cash and other assets constituting the assets of the Fund shall be held by - or to the order of - the Custodian on behalf of the Unitholders and all registered securities comprised in any Portfolio shall be held in the name of the Custodian or to its order by its nominee. The Custodian shall assume the liability with respect to the safekeeping of all assets of the Fund, whether held by the Custodian itself or by its nominee or by Correspondents.

Upon instruction from or as previously instructed by the Management Company, the Custodian shall perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund.

The Custodian shall sign and be a party to these Management Regulations. The Custodian shall verify the compliance by the Management Company with these Management Regulations with respect to the assets of the Fund and the receipt under custody of all documentation of the Fund for all transactions made on its behalf.

Insofar as permitted by law the Custodian is entitled to and obligated to, in its own name:

- make claims on behalf of Unitholders against the Management Company or a former custodian;
- object to - or proceed against - measures of seizure initiated by third parties, if these are levied against the assets of the Fund on grounds which are not attributable to the Fund.

The Custodian must moreover:

- (a) ensure that the sale, issue, redemption and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with the Luxembourg Law of 30th March, 1988 on Investment Funds as amended (the «1988 Law») and the Management Regulations;

- (b) ensure that the value of the Units is calculated in accordance with the 1988 Law and the Management Regulations;

- (c) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with the 1988 Law or the Management Regulations;

- (d) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, the countervalue is remitted to it within the usual time limits;

- (e) ensure that the income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.

4. Investment Manager.

The Management Company may enter into one or more written contracts with one or more persons (which term, for purposes of this clause 4, includes any individual, partnership, corporation, trust or association) (hereinafter referred to each as an «Investment Manager») to manage or furnish advisory services in relation to some or all of the investments of the Fund in any of its Portfolio and to furnish such other services as may be agreed upon by the Management Company and such Investment Manager. Said contract may contain such terms and conditions and provide for such fees as the parties thereto shall deem fit, including, without limitation, granting the Investment Manager discretionary powers with respect to investment and reinvestment of the Fund's assets, subject to the overall responsibility of the Board and to the investment limitations set forth hereafter. The Investment Manager may enter into agreements with other persons pursuant to which certain management, advisory or administrative services will be provided to the Fund or the Investment Manager in relation to any Portfolio, compensation for which shall be paid from the fees of the Investment Manager or of the Management Company, as the case may be. The Management Company shall procure that in any such agreement provisions shall be contained:

- (1) restricting the relevant entity appointed by it or by the Investment Manager and (in each case) any of its or their respective Connected Persons (as defined in clause 6) from dealing with the Fund as beneficial owner on the sale or purchase of investments to or from the Fund, except on a basis approved by the Board from time to time and from otherwise dealing with the Fund as principal, except with the consent of the Board; and

- (2) specifying the level of management fee payable by the Management Company or the Investment Manager, as the case may be, to the relevant entity, which level of fee may not exceed that provided for below in this clause.

5. Investment Objectives and Policies.

The purpose of the Fund is to make available to investors investments in different Portfolios with different investment objectives which the Management Company may decide to create from time to time and as described in the prospectus published by the Management Company.

To achieve the investment aims, it is intended that the assets of each Portfolio will be invested in a diversified portfolio of transferable securities as described below. Each Portfolio may at all times hold ancillary liquid assets.

Certain Portfolios may also make use of warrants on transferable securities and options on securities and other financial instruments, though this will in each case be effected only to a limited extent and not as a prime objective of the relevant Portfolio. In implementing these general policies and those described below in respect of each Portfolio, the Fund will observe certain investment restrictions governing the Portfolios' operations, as set forth under «Investment Limitations».

6. Investment Limitations.

The Fund shall observe the Investment Limitations below in respect of each Portfolio:

(1) (a) The Fund may only invest in:

- (i) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State; and/or

- (ii) transferable securities dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognized and open to the public (a «Regulated Market»); and/or

- (iii) recently issued transferable securities, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or a Regulated Market and such admission is achieved within a year of the issue.

(For this purpose an «Eligible State» shall mean a member state of the Organisation for the Economic Co-operation and Development (OECD) and all other countries of Europe, North America, South America, Africa, Asia and Australasia).

(All such securities under (i), (ii) and (iii) above being hereby defined as «Eligible Transferable Securities»).

Provided that the Fund may also invest in transferable securities which are not Eligible Transferable Securities or in debt instruments which, because of their characteristics being, inter alia, transferable, liquid assets and having a value which can be accurately determined on each Valuation Date (as defined hereafter), are treated as equivalent to Eligible

Transferable Securities; and provided further that the total of such debt instruments and of investments other than the Eligible Transferable Securities shall not exceed 10 % of the net assets attributable to any Portfolio.

(1) (b) The Fund may also hold in each Portfolio ancillary liquid assets.

(1) (c) (i) The Fund will invest no more than 10 % of the net assets of any Portfolio in transferable securities issued by the same issuing body. Moreover, where the Fund holds on behalf of a Portfolio investments in transferable securities of any issuing body which individually exceed 5 % of the net assets of such Portfolio, the total of all such investments must not account for more than 40 % of the total net assets of such Portfolio;

(ii) the Fund may invest for any Portfolio up to a maximum of 35 % of its net assets in transferable securities which are issued or guaranteed by a member state of the European Union (a «Member State»), its local authorities, or by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members, and such securities shall not be included in the calculation of the limit of 40 % stated in paragraph (1) (c) (i) above;

the limits set out in sub-paragraphs (i) and (ii) may not be aggregated and, accordingly, investments in transferable securities issued by the same issuing body effected in accordance with sub-paragraphs (i) and (ii) above may not, in any event, exceed a total of 35 % of any Portfolio's net assets;

(iii) Notwithstanding sub-paragraphs (1) (c) (i) and 1(c) (ii) above, the Fund may invest in accordance with the principle of risk spreading up to 100 % of the net assets of each Portfolio in transferable securities issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities, or by another member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the relevant Portfolio must hold securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 % of the total net assets of such Portfolio.

(1) (d) The Fund may not acquire:

(i) any shares carrying voting rights which would enable it to exercise significant influence over the management of an issuing body;

(ii) more than

– 10 % of the non-voting shares of the same issuer;

– 10 % of the debt securities of the same issuer;

– 10 % of the shares of the same undertaking for collective investment,

provided that such limits shall not apply to transferable securities issued or guaranteed by a Member State, its local authorities or by another Eligible State or issued by public international bodies of which one or more Member States are members and that the limits under (1) (d) (ii) second and third indent may be disregarded at the time of acquisition, if at that time the gross amount of debt securities or the net amount of the securities in issues cannot be calculated.

The limits in (1) (d) above further shall not apply to investments by a Portfolio in one or more wholly-owned (except for qualifying shares) company or companies incorporated in a non-Member State which invests its assets mainly in the securities of issuing bodies of that State, where, under the legislation of that State, such a holding represents the only way in which the Fund can invest in the securities of issuing bodies of that State, provided that in its investment policy of the company from the non-Member State complies with the limits laid down in the investment policies and restrictions referred to in the current prospectus of the Fund as amended from time to time.

The Fund will further not:

(2) make investments in - or enter into transactions involving - precious metals, commodities or certificates representing them;

(3) purchase or sell real estate or any option, right or interest therein, provided that the Fund may invest in securities secured by real estate or interest therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein;

(4) invest more than 5 % of the net assets attributable to any Portfolio in securities of other collective investment undertakings of the open-ended type. Such investments may be made by the Fund, only if:

(a) such collective investment undertaking of the open-ended type is recognized as an undertaking for collective investment in transferable securities (a «UCITS») within the meaning of the first and second indent of Article 1(2) of the EEC Directive 85/611 of 20th December, 1985;

(b) in the case of a UCITS linked to the Management Company by common management or control or by a substantial direct or indirect holding, or managed by a management company linked to the entity appointed by the Management Company (an «Investment Manager») («Linked Funds») (i) the UCITS, in accordance with its constitutional documents, must be one that specialises in investment in a specific geographical area or economic sector; and (ii) no fees or costs on account of the transactions relating to the units in the UCITS may be charged to the Fund;

(5) purchase any securities on margin (except that the Fund may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of securities) or make short sales of securities or maintain a short position; deposits or other accounts in connection with option, forward or financial futures contracts, permitted within the limits referred to below, are not considered margin for this purpose;

(6) make loans to or act as guarantor on behalf of third parties, provided that for the purpose of this restriction (i) the acquisition of Eligible Transferable Securities in fully or partly paid form (ii) the permitted lending of portfolio securities and (iii) the purchase of foreign currency by way of back-to-back loans shall not be deemed to constitute the making of a loan;

(7) borrow for the account of any Portfolio amounts in excess of 10 % of the total net assets of that Portfolio taken at market value, any borrowing to be from a bank and to be effected only as a temporary measure for extraordinary or emergency purposes including the redemption of Units;

(8) mortgage, pledge, hypothecate or in any other manner transfer as security for indebtedness any securities owned or held by the Fund, except as may be necessary in connection with the borrowings permitted by paragraph (7) above, on terms that the total market value of the securities so mortgaged, pledged, hypothecated or transferred shall not

exceed that proportion of the total net assets of the relevant Portfolio of the Fund necessary to secure such borrowings; the deposit of securities or other assets in a separate account in connection with option or financial futures transactions shall not be considered mortgage, pledge, hypothecation or encumbrance for this purpose;

(9) make investments in any assets involving the assumption of unlimited liability.

If the limitations in (1) (4) (7) and (8) above are exceeded for reasons beyond the control of the Fund or as a result of the exercise of subscription rights, it must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of its Unitholders.

Investment Techniques and Instruments

1. Investment techniques and instruments relating to transferable securities

The Fund may, under the conditions and within the limits laid down by law, regulation and administrative practice, employ techniques and instruments relating to transferable securities, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management.

1. Options on transferable securities

The Fund shall purchase and sell call and put options on transferable securities only if traded on a regulated market, which operates regularly and is recognized and open to the public or over-the-counter with broker-dealers who make markets in these options and who are first class financial institutions with a high rating specializing in these types of transactions and are participants in the over-the-counter market.

At the time of selling call options on securities, the Fund must hold in the relevant Portfolio either the underlying securities or equivalent call options or other instruments which may be used to adequately cover the liabilities arising therefrom, such as warrants. The securities underlying to said call options sold may not be realized as long as the options thereon shall not have expired, unless these are covered by matching options or by other instruments which may be used to this effect. The same applies to matching call options or other instruments held by the Fund, if it does not hold the underlying securities at the time of selling relevant options.

Where put options on securities are sold, they should be covered either by equivalent put options already purchased (closing sales) or by cash or liquid assets of an equivalent value.

If the Fund sells call options relating to portfolio securities, the aggregate value of all such options sold may not exceed 25 % of the net assets of any Portfolio when valued at their exercise price and the Fund must at any time be in a position to ensure the coverage of the position taken as a result of the selling of such options.

The total commitment arising on the sale of call and put options (excluding the sale of call options for which the Fund has adequate coverage) and the total commitment arising from financial futures and from transactions undertaken for purposes other than hedging, may at no time exceed the total net asset value of the relevant Portfolio, having netted long position against short positions as defined below.

2. Transactions relating to Futures and Options on Financial Instruments

Except for transactions on a mutual agreement basis as described below, transactions relating to futures and options on financial instruments may only relate to contracts which are dealt in on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public.

2.1. Hedging operations relating to the risks attached to the general movements of stock markets

As a global hedge against the risk of unfavourable stock market movements, the Fund may, to the extent permitted by all applicable laws, sell futures on stock market indices, sell call options on stock market indices or buy put options on stock market indices, provided there exists in each case a sufficient correlation between the composition of the index used and the portfolio securities of the relevant Portfolio.

The total commitment relating to futures and option contracts on stock market indices may not exceed the global valuation of securities held in the relevant Portfolio in the market corresponding to each index.

2.2. Transactions relating to interest rate hedging

The Fund may also deal in financial futures and in option contracts in order to protect the value of debt securities held by any Portfolio against interest rate risks.

As a global hedge against interest rate fluctuations the Fund may (to the extent permitted by applicable laws and regulations of all countries where the Units are registered for public offer and sale) sell interest rate futures contracts or sell call options or buy put options on interest rates or make interest rate swaps which may be on a mutual agreement basis with first class financial institutions specialized in this type of transactions.

The total commitment on financial futures contracts, option contracts and interest rate swaps may not exceed the total value of the assets to be hedged, held by the relevant Portfolio and expressed in the currency corresponding to these contracts.

2.3. Transactions which are undertaken for purposes other than hedging

Apart from option contracts on transferable securities and contracts relating to currencies, the Fund may, for a purpose other than hedging, buy and sell futures contracts and option contracts on any type of financial instrument, provided that the total commitment arising on these purchase and sale transactions together with the total commitment arising on the sale of call and put options on transferable securities at no time exceeds the net asset value of the relevant Portfolio, having netted all long positions against short positions, as defined above.

Sales of call options on transferable securities for which the Portfolio has sufficient coverage are not included in the calculation of the total commitment referred to above.

The commitment arising on futures contracts is equal to the liquidation value of the net position of contracts relating to similar financial instruments (after netting between purchase and sale position), without taking into account the respective maturities.

The commitment relating to options bought and sold is equal to the sum of the exercise prices of those options representing the net position in respect of the same underlying asset, without taking into account the respective maturities.

2.4. General

The total of the premiums paid to acquire put and call options on transferable securities or any warrants on transferable securities, together with the total of the premiums paid to acquire call and put options on other financial futures and all financial instruments may not exceed 15 % of the total net assets of the relevant Portfolio.

3. Lending of Portfolio Securities

Subject to investment restriction (6), the Fund may lend portfolio securities to third persons (for not more than 30 days and not in excess of 50 % of the total valuation of the relevant securities' portfolio) through a standardized securities lending system organized by EUROCLEAR, CEDEL BANK S.A. or other recognized clearing institutions or through a first class financial institution and will receive through such clearing agency collateral in cash or securities issued or guaranteed by a governmental entity of the OECD or by their local authorities or by supranational institutions. Such collateral will be maintained at all times in an amount equal to at least 100 % of the total valuation of the securities and for the duration of the loan.

II. Techniques and instruments to hedge exchange risks

The Fund may further, under the conditions and within the limits laid down by law, regulations and administrative practice, employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the hedging of the Fund's assets and liabilities.

To this effect the Fund may enter into transactions the purpose of which is the sale of forward currency contracts, the sale of call options on currencies or the purchase of put options on currencies effected through contracts which are dealt in on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public. For the same purpose the Fund may also sell currencies forward or exchange currencies on a mutual agreement basis with first class financial institutions specialised in this type of transaction.

The Fund will deal in foreign exchange transactions only to hedge against exchange risks and provided that the value of such contracts does not exceed the total value of the assets denominated in the currency of such contracts and for a duration which shall normally not exceed that during which the relevant assets are held.

Definition of the expression «Connected Person»

The expression «Connected Person» in relation to the Management Company, any investment manager appointed by the Management Company (an «Investment Manager») or any company appointed for the purpose of distributing Units (a «Distributor») or the Custodian (the relevant such company being referred to below as «the relevant company») means:

- (a) any person or company beneficially owning, directly or indirectly, 20 % or more of the ordinary share capital of the relevant company, or able to exercise directly or indirectly 20 % or more of the total votes in the relevant company;
- (b) any person or company controlled by a person who falls within (a) above;
- (c) any company where 20 % or more of the ordinary share capital is beneficially owned, directly or indirectly, by the relevant company and each of the others of the Management Company, Investment Manager and Distributor taken together or by the Custodian and any company where 20 % or more of the total votes of which can be exercised, directly or indirectly, by the relevant company and each of the others of the Management Company, Investment Manager and Distributor taken together or by the Custodian; and
- (d) any director or officer of the relevant company or any Connected Person of the relevant company, as defined in (a), (b) or (c) above.

7. Issuance of Units.

Units shall be issued by the Management Company without undue delay upon receipt of full payment therefor by or on behalf of the Custodian. The issuance of Units shall be evidenced by recording it on the Unit register of the Fund and acknowledged by Unit Confirmations. The Units may be issued in fractions of up to four decimal places. If any Unitholder shall establish to the satisfaction of the Management Company that his Unit Confirmation has been lost or destroyed, a duplicate may be issued at the request of such Unitholder under such conditions and guarantees as the registrar appointed by the Management Company (the «Registrar») shall determine. By the issuance of the new Unit confirmation (on which it shall be recorded that it is a duplicate), the old confirmation in place of which the new confirmation has been issued shall automatically become null and void. The Management Company may also authorize the exchange of mutilated Unit confirmations for new Unit confirmations. In such case, the mutilated confirmations shall be delivered to the Registrar and shall be cancelled at the time that the new confirmations are issued.

Units shall be offered for sale on each Valuation Date (defined below) at a price (the «Offering Price per Unit») which shall be based on the Net Asset Value per Unit calculated on the next Valuation Date, increased by a sales charge of up to a maximum of 5 % of the Net Asset Value, if applicable, as described in the current Prospectus.

Units will be issued on the relevant Valuation Date, subject to the receipt by or on behalf of the Custodian of the Offering Price in the relevant currency corresponding to the Portfolio, as described in the current Prospectus. All funds received, net of subscription fees, if applicable, will be invested in full and, if necessary, fractional Units will be issued.

The Management Company may at its sole discretion refuse or delay subscription orders and at any time redeem Units held by Unitholders prohibited from acquiring or holding Units of the Fund. The Management Company may elect at its discretion to accept in certain cases subscriptions in kind by contribution of transferable securities, provided that they correspond to the investment policy of the relevant Portfolio and that their market value in an amount equivalent to the Offering Price for such Units, or part thereof, will be verified by a special report of the auditor of the Fund.

Any stamp taxes or other charges which may be due in the various countries where Units are sold and subscribed shall be for the account of the Unitholder and the Offering Price per Unit may be increased by the amount of any such taxes or charges.

The Registrar shall send a written confirmation, by fax or telex stating the number of Units of the relevant Portfolio subscribed and accepted, or the balance thereof in case of conversion or redemption, and the price paid in the relevant Payment Currency.

The Management Company may enter into a Distribution Agreement with one or more persons (hereinafter referred to as the «Distributor») (which term, for purposes of this clause 7, includes any individual, partnership, corporation, trust or association), to act as a distributor of Units. Said contract may contain such terms and conditions and provide for such fees as the parties thereto shall deem fit, subject as below. The Distributor may, with the consent of the Management Company, enter into agreements with other persons acting as Sub-Distributors for the offer and sale of Units in various countries.

8. Transfer of Units, Unitholders' Meetings.

Every transfer or devolution of a registered Unit shall be entered in the Unit register of the Fund.

Transfer of registered Units shall take effect by serving upon the Registrar an instrument of assignment signed by the transferor and the transferee or their respective brokers or by the written acknowledgement of the transfer signed by the Management Company or by one or more persons designated therefor by the Management Company. The transferee may present to the Registrar the Unit confirmation of the Transferor, duly signed, in order that the Registrar may issue a new Unit confirmation in the name of the Transferee.

Each Unit represents an indivisible interest in the Fund. When a Unit is jointly held by several persons or is beneficially owned by one or more persons other than the Unitholder of record, each joint owner or each beneficial owner (together with the registered owner) as the case may be, must designate to the Registrar or to the person or persons designated therefor by the Management Company the same person to represent such joint or beneficial owners in their relations with the Management Company and the Registrar and, in the case of jointly owned Units, the Management Company may suspend in whole or in part the exercise of the rights relating to such Units until receipt of such designation of a single representative of the joint owners. Subject to the second sentence of this paragraph, the Management Company and the Custodian may regard, and shall be fully protected in dealing with the person in whose name Units are registered in the Unit register as being the absolute owner of such Units, and shall be entitled to disregard, and take no notice of, any right, interest or claim of any other person in or to such Units.

Every holder of Units at or before the registration in his name in the Unit register of the Units owned by him, and every subscriber to Units, at or before the acceptance of his subscription, shall furnish to the Registrar, or to the person or persons designated therefor by the Management Company, his address to be entered in the Unit register of the Fund and to which all notices and communications to him from the Management Company and the Registrar are to be sent; should any Unitholder fail to furnish such address as aforesaid, it shall be entered in the Unit register as being «c/o the Registrar» until he shall have furnished another address to the Registrar. A Unitholder may, at any time, by written notice to the Registrar, change his registered address in the Unit register.

There will be no meetings of Unitholders.

9. Pre-emptive rights relating to Units, conversion of Units into another Portfolio, minimum investment in Units.

No Unitholder, by virtue of being a Unitholder, shall have any preferential right to purchase or subscribe to any Units which may thereafter be sold or issued, except as below.

Rights attached to the fractions of Units are exercised for the duration of the Fund and upon its liquidation in proportion to the fraction of a Unit held.

The Unitholders are entitled to convert all or part of their investment in a Portfolio into another Portfolio, by a request addressed to the Management Company or its designated agent directly or through the Distributor or a Sub-Distributor, provided that if such Units have been held less than 6 months in those cases where it would otherwise be free of charge, the Unitholder will be charged a fee of 1 % of the Net Asset Value of the former Units.

The value at which Units shall be converted into Units of another Portfolio shall be based on their respective Net Asset Values on the same day, if the conversion order is received by a time specified by the Board (the «Specified Time») on such day, or otherwise on the next Valuation Date, as the case may be.

The Board may from time to time determine a minimum investment in Units of any one of the Portfolios, in case such minimum is not maintained due to a conversion and/or redemption, compulsorily redeem or convert the remaining lower number of Units at their current Net Asset Value and make payment of the proceeds thereof to the Unitholder.

10. Restrictions on Ownership of Units.

The Management Company shall comply, with respect to the issuance of Units, with the laws and regulations of the countries where the Units are offered or sold. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitively or limit the issuance of Units at any time to any person (which term, for purposes of this clause, includes any individual, partnership, corporation, trust or association) resident or established in certain countries and territories. The Management Company may exclude certain persons from the acquisition of Units if such measure is necessary for the protection of the Fund and the Unitholders as a whole.

In this connection, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any subscription for Units;
- (b) redeem at any time the Units held by the Unitholders who are excluded from purchasing or holding Units under this clause.

Neither the Management Company nor the Custodian or any other person (including any individual, corporation, partnership, association or other entity) shall offer or sell any Units to any other person for reoffering or resale directly or indirectly, to any United States person.

As used in this clause «United States person» means any national or person resident or normally resident in the United States of America or a partnership organized or existing in any State, territory or possession of the United States, or a corporation organized under the laws of the United States of America or of any State, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax. All offers and issuances of Units will be in conformity with the foregoing.

Neither the Management Company nor any other person shall take any action that would permit or result in a public offering of Units in any country or any other jurisdiction where action or approval for that purpose is required, or shall directly or indirectly offer or sell any Units or distribute or publish any prospectus or other offering material in any country or other jurisdiction, except in conformity with the laws and regulations relating to the placement of securities in the jurisdiction where so made.

11. Determination of Net Asset Value Per Unit and of Offering Price.

The net asset value per Unit (herein referred to as the «Net Asset Value per Unit») and the Offering and Redemption Prices are determined on each Business Day (as defined below).

The Net Asset Value per Unit shall be expressed in the payment currency of the relevant Fund. The Offering and Redemption Prices per Unit shall be determined as provided herein by or through the facilities of the Registrar and Administration Agent or by the agent appointed for such purpose by the Management Company. Such determination shall be made in the case of all Units on each day (a «Business Day») which is a bank business day in Luxembourg (such day being for this purpose also herein referred to as a «Valuation Date»), except in case of suspension of the Net Asset Value determination of such Units or of the issue of such Units as described herein.

The calculation of the Net Asset Value per Unit for any Portfolio shall be made in each case as of a time fixed by resolution of the Board, by dividing:

(i) the total net value of the assets of the relevant Portfolio of the Fund (herein referred to individually as the «Net Assets of the Fund»), meaning the value of all the securities and all other assets of such Portfolio, determined on the Valuation Date according to the principles described below, less (to the extent determined by or pursuant to the direction of the Management Company on the basis of the Portfolio's size as compared to the other Portfolios and other objective criteria which, in the opinion of the Management Company, are fair and reasonable), all debts, obligations and liabilities of the Fund with respect to the relevant Portfolio, as described below under «Charges of the Fund»; by

(ii) the total number of Units (full and fractional) of the corresponding Portfolio then outstanding.

Interest earned on certificates of deposit, commercial paper purchased at par or on demand notes shall be included in accrued interest receivable. Investment transactions shall be accounted for on the trade date.

Subject as below, investments which are admitted to official listing on a stock exchange are valued at the last known price on the principal markets on which such securities are listed, will normally be valued on an amortized cost basis. Securities and options thereon and/or financial futures traded on other Regulated Markets are valued at the last known price or at prices based on the yield equivalent obtained from one or more dealers in such markets at the time of valuation. If such prices are not representative of their fair value, all such securities, options and/or financial futures and all other permitted assets shall be valued at the fair value for which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by or under the direction of the Board. The cash equivalent or money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less are stated at amortized cost, which approximates to market value. Any assets or liabilities initially expressed in terms of foreign currencies will be translated into the relevant currency of the Fund, at the market rates prevailing at the time of valuation.

The Board may adopt other fair valuation methods when circumstances or market conditions so warrant.

The decisions by the Board referred to above will be made in accordance with policies adopted from time to time by the Board setting forth general guidelines for the interim calculation of fair value by officers or other persons designated by the Board.

12. Suspension of Unit Issuance, Exchange and Redemption and of Calculation of the Net Asset Value.

The Management Company may suspend temporarily the issuance and the redemption of Units of any Portfolio as well as the right to convert Units into those of another Portfolio and the calculation of the Net Asset Value per Unit of any Portfolio:

(a) during any period when any market or stock exchange, which is a principal market or stock exchange, on which a material part of the Fund's investments of the relevant Portfolio for the time being is quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings are substantially restricted or suspended; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal of investments of the relevant Portfolio by the Fund is not possible; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Portfolio's investments or the current prices on any market or stock exchange; or

(d) during any period when remittance of money which will or may be involved in the realization of, or in the payment for, any of the Portfolio's investments is not possible.

The Management Company shall cease the issue, conversion and redemption of the Units forthwith upon the occurrence of an event causing the Fund to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

Unitholders having requested the conversion or redemption of their Units will be notified in writing of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified upon termination of such suspension.

13. Redemption.

Unitholders may request the redemption of any of their Units on the relevant Valuation Date. Units may also be redeemed as provided in clause 9 of these Management Regulations.

The Redemption Price shall be based on the Net Asset Value per Unit of the relevant Portfolio as determined on the Valuation Date on which a valid redemption order is received prior to the Specified Time or otherwise on the next Valuation Date.

Where a redemption request is expressed with respect to Units which have been held less than 6 months, in those cases when it would otherwise be free of charge, the Unitholder will be charged a redemption fee of 1 % of the Net Assets Value of the Units redeemed which will be deducted from the price payable by the Fund in relation to the redemption of Units and which shall revert to the relevant former Portfolio.

The Redemption Price shall be payable in the Payment Currency of the relevant Fund.

Payment for redeemed Units shall be made within five Business Days after the relevant day on which the redemption order is executed. Payment of the redemption price shall be made in the relevant Payment Currency by sending a cheque to the addresses of the Unitholders in the Unit register or, if so requested by a Unitholder and at his expense, by bank transfer to an account with a bank. Payments will be made only if no legal provision, such as exchange controls or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the making of a payment.

The Management Company may in certain cases, subject to fair and equal treatment of the remaining Unitholders of any Portfolio and by agreement with redeeming Unitholders, effect payment for redeemed Units of Portfolios in the form of an assignment in kind of portfolio securities and other assets of the relevant Portfolio, provided that their market value in an amount equivalent to the Redemption Price, or part thereof, will be verified by a special report of the auditor of the Fund; provided that no redemption in kind shall be effected in the case of Unitholders resident in Spain.

The Management Company shall use its best efforts to maintain an appropriate level of liquidity in the assets of the Portfolios so that redemption of the Units of the Portfolios under normal circumstances may be made without undue delay after request by Unitholders. The Management Company shall, however, in exceptional circumstances when sufficient liquidity is not available, be entitled, subject to obtaining the approval of the Custodian, to implement redemption order only after the sale of corresponding assets of the relevant Portfolio of the Fund shall have been effected without delay.

14. Charges of the Fund.

The Fund will bear the following charges:

- all taxes (including, without limitation, all income and franchise taxes) which may be due on or with respect to the assets and the income of the Fund, including, without limitation, payment of the applicable Luxembourg «taxe d'abonnement», payable quarterly on the basis of the Value of the Net Assets of the Fund at the end of the relevant quarter;
- the usual banking fees due on transactions involving the securities or other assets held in the Portfolios of the Fund, the cost of any brokerage commissions and the transactions related charges of any other banks or financial institutions or clearing systems entrusted with custody of assets of the Fund;
- the remuneration of the Management Company (which shall include the fee payable by the Management Company to the Investment Manager), expressed as a percentage (up to a maximum of 3 %) of the Net Assets of the Fund as disclosed in the Prospectus, computed on each Valuation Date and payable monthly;
- the Registrar and Administration Agent shall be entitled from the Fund to their customary fees as agreed from time to time in writing, including for services rendered in the determination of the Net Asset Value per Unit of all the Portfolios and of the Offering and Redemption Prices per Unit of the relevant Portfolios in an authorized Payment Currency;
- the reimbursement of all reasonable out-of-pocket expenses of the Registrar and Administration Agent and of the Management Company and the reasonable fees and travel expenses of directors of the Management Company for attending meetings of the Board;
- the remuneration (expressed as a percentage of the Net Asset of the Fund) and reimbursement of expenses of the Custodian at customary rates, including the remuneration (other than transaction related charges) of Correspondents and of clearing systems;
- legal expenses (including, without limitation, the fees and disbursements of counsel and other litigation costs) that may be incurred by the Management Company, the Custodian, the Correspondents and the Registrar and Administration Agent while acting in the interest of the Unitholders;
- the cost of any liability insurance or fidelity bonds covering any costs, expenses or losses arising out of any liability of, or claim for damage or other relief asserted against, the Management Company, the Custodian, the Correspondents, the Investment Manager or the Registrar and Administration Agent for violation of any law or failure to comply with their respective obligations under these Management Regulations or otherwise with respect to the Fund;
- the cost of issuing Unit confirmations; the cost of preparing and/or filing, translating and publishing these Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including, without limitation, registration statements, prospectuses and explanatory memoranda and any amendments thereto with the authorities (including, without limitation, local securities dealers' associations) in countries where Units are offered or sold in the relevant languages in view of or with respect to any offering or sale of Units; the cost of preparing in such language as are required and necessary for the benefit of the Unitholders, including, without limitations, the beneficial holders of the Units, and distributing annual, semi-annual and such other reports or documents as may be required under these Management Regulations or under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting and bookkeeping and of the calculation of the Net Asset Value per Unit in any Portfolio and their publications; the cost of preparing, distributing and publishing notices to the Unitholders; lawyers' and auditors' and other experts' fees in connection with the foregoing; registration and listing fees and all similar administrative charges or taxes, including

without limitation, any stamp duties or other charges on Unit confirmations in those countries where applicable (except, however, all advertising expenses and other expenses directly incurred in the offering or distribution of the Units including, without limitation, the portion of printing costs of copies of the above-mentioned documents or reports which are utilized by the Distributors of the Units in the course of their business activities).

Charges shall be allocated to the relevant Portfolio for which they were incurred or otherwise prorated to each of them, based on objective criteria laid down in the Valuation Regulations approved by the Board.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains, if any, and then against assets. Organizational expenses and other similar charges may be amortized over a period not exceeding five years.

Disbursement for all charges shall be made by the Custodian (as instructed by the Management Company).

The Custodian shall pay to the Management Company, by debiting the accounts, only the remuneration provided for in these Management Regulations. The Custodian shall debit the accounts, only with the consent of the Management Company, for the remuneration and reimbursements owed to the Custodian under these Management Regulations, provided this does not relate to those other expenses which are to be borne by the Fund pursuant to the provisions of this clause 14 of these Management Regulations.

All costs (including brokerage fees) of purchasing or selling assets of the Fund and any losses incurred in connection therewith, are for the account of the Fund in the relevant Portfolio.

15. Fiscal Year, Audit.

The Management Company shall maintain and supervise the records and books of accounts of the Fund. The fiscal year and the books of the Fund will close each year on 31st December. The first fiscal year will begin on the date of creation of the Fund and end on December 31, 1997.

The accounts and assets of the Management Company and of the Fund will be audited in respect of each fiscal year by an auditor who shall be appointed by the Management Company and who will qualify as a «réviseur d'entreprises» in Luxembourg and act independently. Within four months after the end of each fiscal year, the Management Company shall have prepared and included as part of the annual report of the Fund the audited annual accounts of the Fund and the results of operations for each of its Portfolios.

16. Dividends.

At the moment, the Management Company does not intend to make any distribution on account of any Portfolio and any income will be accumulated to the relevant Portfolio. The Board may, however, decide if the Board considers that it is in the best interests of the Unitholders, to pay annual dividends in respect of one or more Portfolios of Units without limitations on the amount of the dividends, subject to the net assets of the Fund remaining within the amount prescribed by law.

17. Amendment of the Management Regulations.

The Management Company and the Custodian may amend in whole or in part the Management Regulations by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. Each amendment will become effective five days after its publication in the Mémorial.

Subject as provided here above, the Management Company, with the approval of the Custodian, may take such action and effect such modifications of the investment objective of a Portfolio and/or of the Investment Limitations as may be permissible and/or necessary in order to qualify the Units for sale in various countries.

18. Notices and Publications.

The Net Asset Value per Unit and the Offering and Redemption Prices of each Portfolio on each Valuation Date will be on display and may be obtained on request at the offices of the Registrar and Administration Agent. A statement of account will be provided to each Unitholder at regular intervals as determined by the Board, and in no case, less than once every year, showing all purchases, exchanges, redemptions, or stock dividends with respect to Units held by the Unitholders during the preceding period, the Unit balance and the Net Asset Value per Unit for each Portfolio of Units held by the Unitholders at the relevant date.

Within four months following the close of each fiscal year, the Management Company shall make available to the Unitholders an audited annual report, and, within two months after the end of the first semi-annual period of each financial year, the Management Company shall make available an unaudited semi-annual report, which reports shall describe the assets, operations and results of each Portfolio and a summary of the consolidated results of the Fund; copies shall be made available to the Unitholders by the Management Company or its designated agent as described in the current prospectus.

The annual, semi-annual and any other reports (if any) of the Fund shall also be made available to the Unitholders at the registered offices of the Registrar and Administration Agent.

Notices to Unitholders of the Fund will either be published in the Luxemburger Wort and in newspapers of countries where the Units are offered or sold (insofar as required by applicable regulations), or sent to the Unitholders at their addresses indicated in the register of Unitholders.

19. Duration of the Fund, Liquidation, Merger of Portfolios.

There is no limit to the duration of the Fund. The Fund may, however, be liquidated or any of its portfolios dissolved or merged by reasons of changes in the economic environment, at any time by a decision of the Management Company in agreement with the Custodian.

In case the net assets of the Fund have fallen below two thirds of the legal minimum, which is the equivalent in dollars of 50 million Luxembourg francs, the Luxembourg supervisory authority may, having regard to all circumstances, compel the Management Company to put the Fund into liquidation.

Furthermore, liquidation of the Fund shall take place if required according to Article 21 of the 1988 Law. As soon as the event giving rise to liquidation occurs, no units of the underlying portfolios may be issued or redeemed (or

converted). Notice shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution to be determined by the Management Company or the Custodian, one of which must be a newspaper issued in Luxembourg.

In the event of liquidation, the net liquidation proceeds of the Fund will be distributed to unitholders in proportion to their respective holdings in the underlying portfolios in accordance with the 1988 Law. Liquidation proceeds which cannot be distributed to unitholders shall be deposited at the close of liquidation with the «Caisse des Consignations» for a period of 30 years.

As soon as the decision has been taken to close a Portfolio, no more Units of the Portfolio will be issued, converted or redeemed. Notice to Unitholders of the respective Portfolio will be given in accordance with «Reports and Notices to Unitholders» (see above). The Management Company will redeem the outstanding Units and reimburse the Unitholders in proportion to their respective holdings as at the date of closure. Proceeds which cannot be distributed, will be deposited at the close of liquidation of the Portfolio with the «Caisse des Consignations» for a period of 30 years.

By decision of the Management Company, in agreement with the Custodian, two or more Portfolios may be merged together or with another Luxembourg undertaking for collective investments in transferable securities qualifying under Part I of the 1988 Law. At least one month's prior notice will be given to unitholders of the respective Portfolios in accordance with the «Reports and Notices to Unitholders» (see above). Following the decision to merge no more units of the respective portfolios will be issued. Unitholders not wishing to participate in the merger may request reimbursement of their respective holdings during a period of one month following publication of the Notice, by contacting the Management Company in writing and will be reimbursed, free of charge, at the applicable net asset value determined on the day such instructions are deemed to have been received.

The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by any Unitholder or by his heirs or beneficiaries.

20. Statute of Limitation.

Claims of the Unitholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims, except as described under clause 19 with respect to the proceeds of liquidation.

21. Applicable Law, Jurisdiction and Governing Language.

These Management Regulations are governed by and shall be construed in accordance with the laws of Luxembourg.

Any legal disputes arising among or between the Unitholders, the Management Company and the Custodian or any of them, shall be subject to the jurisdiction of the district court in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, provided that the Management Company and the Custodian may agree to or elect to submit themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which Units are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and with respect to matters relating to the subscription, exchange and redemption of Units by investors or Unitholders resident in or evidently solicited from such countries, to the laws of such countries.

These Management Regulations have been established in the English language. In case of a conflict between the English text and a text in any other language, the English text shall prevail.

22. Responsibility of the Management Company and of the Custodian.

The Management Company and the Custodian shall be responsible in accordance with Articles 14 and 18 of the 1988 Law respectively.

December 9, 1996

CENTRAL HISPANO GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

P. Goodman

Vice-Président

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 1996, vol. 488, fol. 2, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(46592/267/672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 1996.

INCOMMERCE S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-4081 Esch-sur-Alzette, 5, rue Dicks.

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am zwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit Amtswohnsitz in Niederanven,

Versammelten sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung die Gesellschafter, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft INCOMMERCE S.A., mit Sitz in Bettemburg, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 11. März 1996, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 271 vom 4. Juni 1996.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Théodore Bradara, Privatbeamter, wohnhaft in Bettemburg.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Zulfija Pramenkovic, Hausfrau, Ehegattin von Herrn Nailj Desta-Novic, wohnhaft in Wiltz, 79, Aneschbach.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmenzähler Herrn Nailj Destaovic, Kaufmann, wohnhaft in Wiltz, 79, Aneschbach.

Der Vorsitzende stellt unter der Zustimmung der Versammlung fest:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter, sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Die Anwesenheitsliste, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt ebenso wie die von den Parteien und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichneten etwaigen Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-3249 Bettembourg, 119, rue J. F. Kennedy nach L-4081 Esch-sur-Alzette, 5, rue Dicks.

2. Abänderung des ersten Absatzes von Artikel zwei der Satzung.

3. Ersetzung eines der beiden delegierten Verwaltungsratsmitgliedern.

Gemäss der Tagesordnung haben die Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschliesst, den Gesellschaftssitz von L-3249 Bettembourg, 119, rue J. F. Kennedy nach L-4081 Esch-sur-Alzette, 5, rue Dicks, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschliesst, den ersten Absatz von Artikel zwei abzuändern wie folgt:

«**Art. 2. Erster Absatz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Esch-sur-Alzette.»

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschliesst die Ersetzung einer der delegierten Verwaltungsratsmitglieder, Frau Zulfija Pramenkovic, vorgeannt, und erteilt ihr hiermit Quittung und Entlast.

An deren Stelle wird ernannt, Herrn Zekerija Zenovic, Maschinenbauer, wohnhaft in Wiltz, 73, Aneschbach.

Alle Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefasst.

Die Kosten, welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf fünfundzwanzigtausend Franken (25.000,-) abgeschätzt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Niederanven, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: T. Bradara, Z. Pramenkovic, N. Destanovic, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 1996, vol. 390S, fol. 45, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung der Gesellschaft auf Begehrt erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, den 18. Oktober 1996.

P. Bettingen.

(38898/202/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

INDICAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 48.882.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le seize octobre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société INDICAN HOLDING S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 23 septembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 5 janvier 1995, numéro 6.

La séance est présidée par Monsieur Richard De Giorgi, employé privé, demeurant à B-Arlon,

qui désigne comme secrétaire, Madame Martine Mergen, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur:

Madame Eliane Irthum, employée privée, demeurant à Walferdange.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire. La liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II.- Il résulte de la liste de présence que toutes les mille deux cent cinquante (1.250) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1.- Acceptation de la démission des administrateurs et nomination de leurs remplaçants.
 - 2.- Décharge des administrateurs.
 - 3.- Ajout à la fin de l'article 10:
«Le conseil d'administration a besoin de l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires pour prendre les décisions suivantes:
 - a) consentir des avances et des prêts à ses filiales ou succursales;
 - b) acquérir ou vendre toute participation dans des sociétés de capitaux;
 - c) conférer des garanties à ses filiales ou succursales.»
 - 4.- Divers.
- L'assemblée ayant approuvé les déclarations qui précèdent, prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée accepte la démission des administrateurs, à savoir:

- 1.- Monsieur Paolo Rossi,
- 2.- Monsieur Paolo Dermitzel,
- 3.- Madame Liliane Bettoldi.

L'assemblée nomme comme nouveaux administrateurs:

- 1.- Monsieur François Mesenburg, employé privé, demeurant à Biver,
 - 2.- Monsieur Jean-Robert Bartolini, employé privé, demeurant à Differdange,
 - 3.- Monsieur Jacques-Emmanuel Lebas, licencié en droit, demeurant à Luxembourg.
- Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 2000.

Deuxième résolution

L'assemblée donne pleine et entière décharge aux administrateurs.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'ajouter à la fin de l'article 10 l'alinéa suivant:

«Le conseil d'administration a besoin de l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires pour prendre les décisions suivantes:

- a) consentir des avances et des prêts à ses filiales ou succursales;
- b) acquérir ou vendre toute participation dans des sociétés de capitaux;
- c) conférer des garanties à ses filiales ou succursales.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. De Giorgi, M. Mergen, E. Irthum, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 18 octobre 1996, vol. 400, fol. 41, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 novembre 1996.

E. Schroeder.

(38899/228/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

INDICAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 48.882.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 novembre 1996.

E. Schroeder.

(38900/228/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GRUPPO ORIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R. C. Luxembourg B 29.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 1991, enregistrés à Luxembourg, le 5 novembre 1996, vol. 486, fol. 25, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour la S.A. GRUPPO ORIA
INTERNATIONAL
FIDUCIAIRE CENTRALE DU
LUXEMBOURG S.C.

(39250/503/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GENERALE DE DISTRIBUTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, Imacorp Business Centre, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 51.950.

Le bilan au 31 juillet 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 21, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 novembre 1996.

IMACORP S.A.

Signature

(38894/700/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GERANCE INTERNATIONALE DE FONDS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 31, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 46.062.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 1996, la démission de l'administrateur M. Marcel Weicker a été acceptée. Il n'a pas été pourvu à son remplacement. KPMG, Luxembourg, a été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes en remplacement de Mme Myriam Spiroux-Jacoby, démissionnaire. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1999.

Luxembourg, le 31 octobre 1996.

Pour GERANCE

INTERNATIONALE

DE FONDS S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

J.-M. Schiltz

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38895/006/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GESSALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2665 Luxembourg, 8, rue du Verger.
R. C. Luxembourg B 38.279.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 486, fol. 17, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

Signature.

(38896/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1996.

GREENBACK HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 124, rue du Kiem.
R. C. Luxembourg B 45.593.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 1996

« . . La société SCHAER ET ASSOCIES S.A., Genève, a été nommée commissaire aux comptes en remplacement de GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., Luxembourg.»

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 1996, vol. 485, fol. 67, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39249/668/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GARBUIO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 44.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 6 novembre 1996, vol. 486, fol. 29, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GARBUIO INTERNATIONAL HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE MANACO S.A.

Signature

(39243/545/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GARBUIO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 44.770.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 20 juin 1996

Messieurs C. Tognana, A. de Bernardi et L. Bonani sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur A. Schaus est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 1999.

Pour extrait sincère et conforme
GARBUIO INTERNATIONAL HOLDING S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 1996, vol. 486, fol. 29, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39244/545/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GANSEN, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6839 Lellig, 1, Neie Wée.
R. C. Luxembourg B 49.835.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Grevenmacher, le 4 novembre 1996, vol. 165, fol. 6, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Lellig, le 31 octobre 1996.

Signature.

(39242/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GEFA S.A., Gesellschaft für Fassadenreinigung, Société Anonyme.

Siège social: L-2167 Luxembourg, 62A, rue des Muguets.
R. C. Luxembourg B 41.844.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 4 octobre 1996 a nommé Mme Vve Elyse Leroi, demeurant à Luxembourg comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur Gilbert Grosbusch.

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration tenue en date du 21 octobre 1996 que Monsieur Robert Weyland, demeurant à L-2145 Luxembourg, rue Cyprien Merjai, a été nommé administrateur-délégué de la société et est par conséquent autorisé à exercer la gestion journalière de la société avec effet rétroactif au 1^{er} juin 1996.

Luxembourg, le 30 octobre 1996.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 1996, vol. 486, fol. 28, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39245/507/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

HAWK FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le seize septembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HAWK FINANCE S.A., avec siège social à L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 13 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 138 du 28 mars 1995.

L'assemblée est présidée par Monsieur Gérard Matheis, MBA, demeurant à Olm.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Dennis Bosje, comptable demeurant à Luxembourg et désigne comme secrétaire, Monsieur Cornelius Bechtel, employé privé, demeurant à Howald.

Le bureau ayant été ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à raison de deux millions cinq cent mille francs (2.500.000,- Frs), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- Frs) à la somme de trois millions sept cent cinquante mille francs (3.750.000,- Frs), par la création et l'émission de deux mille cinq cents (2.500) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- Frs) chacune.

2) Renonciation des actionnaires actuels à leur droit de souscription préférentiel.

3) Souscription et libération en numéraire des deux mille cinq cents (2.500) actions nouvellement créées.

4) Modification afférente de l'article 3 des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents et les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Qu'il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée.

III.- Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à raison de deux millions cinq cent mille francs (2.500.000,- Frs), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- Frs) à la somme de trois millions sept cent cinquante mille francs (3.750.000,- Frs), par la création et l'émission de deux mille cinq cents (2.500) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- Frs) chacune.

Pour autant que de besoin, les actionnaires actuels déclarent expressément renoncer à leur droit de souscription préférentiel.

Souscription et libération

Les deux mille cinq cents (2.500) actions nouvellement émises sont intégralement souscrites de l'accord de tous les actionnaires par la société anonyme INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

Le montant de deux millions cinq cent mille francs (2.500.000,- Frs.) a été apporté en numéraire, de sorte que le prédit montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Deuxième résolution

A la suite de la décision qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à trois millions sept cent cinquante mille francs (3.750.000,- Frs), divisé en trois mille sept cent cinquante (3.750) actions de mille francs (1.000,- Frs) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes, s'élève approximativement à cinquante mille francs.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Matheis, D. Bosje, C. Bechtel, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 septembre 1996, vol. 498, fol. 88, case 9. – Reçu 25.000 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 novembre 1996.

J. Seckler.

(39252/231/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

HAWK FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 novembre 1996.

J. Seckler.

(39253/231/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

HERSE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 30, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 43.321.

Les comptes annuels au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 5 novembre 1996, vol. 486, fol. 25, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour la S.à r.l. HERSE

FIDUCIAIRE CENTRALE DU
LUXEMBOURG S.C.

(39254/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GOPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 27, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 41.026.

Il résulte d'un acte sous-seing privé en date du 31 octobre 1996, portant cession de parts sociales de la S.à r.l. GOPE, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} novembre 1996, vol. 486, fol. 30, case 1

que les parts sociales sont réparties comme suit:

1. Monsieur Joao Manuel Gasparinho Pedro, agent d'assurances, demeurant à Howald, 306A, route de Thionville, quatre-vingt-dix parts	90
2. Mademoiselle Maria Da Conceicao Rodrigues Barbosa, serveuse, demeurant à Luxembourg, 32, rue Michel Rodange, dix parts sociales	10
Total: cent parts sociales	100

et que sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

1. Mademoiselle Maria Da Conceicao Rodrigues Barbosa, préqualifiée, comme gérante technique.
2. Monsieur Joao Manuel Gasparinho Pedro, préqualifié, comme gérant administratif.

La société sera engagée par la signature conjointe de ses deux gérants.

M^e C. Scott.

(39248/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

GT DEUTSCHLAND FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 25.023.

Le bilan au 31 mars 1996, enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1996, vol. 485, fol. 85, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 1996.

Pour GT DEUTSCHLAND FUND, SICAV
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
Signatures

(39251/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

MAITRE MESURE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, rue Alphonse Weicker (Centre Auchan).

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jean-Michel Tournoy, gérant de société, demeurant à Villeneuve d'Ascq (France),
- 2.- Monsieur Jacques Leurs, directeur de société, demeurant à Villeneuve d'Ascq (France),
ici représenté par Monsieur Jean-Michel Tournoy, préqualifié, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Lille (France), le 22 octobre 1996, ci-annexée.

Lesquels comparants, ès qualités qu'il agissent, ont requis le notaire instrumentaire de documenter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaires des parts sociales ci-après créées, il est formé une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les présents statuts et la législation luxembourgeoise afférente.

Art. 2. La société prend la dénomination de MAITRE MESURE.

Art. 3. La société a pour objet:

L'achat, la vente, la confection, en gros ou en détail, de tous articles textiles dans le domaine de l'habillement homme, femme, enfant et de tous accessoires se rapportant à la parure de la personne;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêts économique ou de location gérance.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision des associés.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq cent mille (500.000,-) francs luxembourgeois, représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Ces parts ont été soucrites comme suit par:

1.- Monsieur Jean-Michel Tournoy, gérant de société, demeurant à Villeneuve d'Ascq (France), quatre cent quatre-vingt-quinze parts sociales	495
2.- Monsieur Jacques Leurs, directeur de société, demeurant à Villeneuve d'Ascq (France), cinq parts sociales	5
Total: cinq cents parts sociales	<u>500</u>

Les associés déclarent et reconnaissent que le montant du capital est entièrement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la disposition de la société.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179(2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 6. Les copropriétaires indivis de parts sociales, les nus-proprétaires et les usufruitiers sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne agréée préalablement par décision des associés, prise à la majorité des trois quarts du capital. L'agrément ne pourra être refusé que pour de justes motifs.

Art. 7. La société est constituée pour une durée illimitée.

Sans préjudice de ce qui précède, la société pourra être dissoute à tout instant par décision des associés.

Art. 8. Les parts sociales sont librement transmissibles pour cause de mort, même par disposition de dernières volontés, à condition que ce soit en ligne directe ou au conjoint survivant. Tout autre bénéficiaire devra être agréé par une décision prise à la majorité de trois quarts du capital social appartenant aux associés survivants. En cas de refus, le bénéficiaire devra procéder conformément à l'article neuf des statuts, à l'exclusion de l'alinéa d), et sera lié par le résultat de l'expertise. Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts au prix fixé, le bénéficiaire sera associé de plein droit.

Art. 9. a) Si un associé se propose de céder tout ou partie de ses parts sociales, de même que dans les cas prévus à l'article huit, il doit les offrir à ses coassociés proportionnellement à leur participation dans la société.

b) En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de deux semaines, le ou les associés qui entendent céder les parts, le ou les associés qui se proposent de les acquérir et le président du tribunal de commerce de Luxembourg chargeront de part et d'autre un expert pour fixer la valeur de cession, en se basant sur la valeur vénale des parts.

c) La société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise à tous les associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou céder les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir les parts proposées à la vente, elles seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la société. Le silence des associés pendant le prédit délai de quatre semaines équivaut à un refus.

d) Dans ce cas, l'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés, étant entendu qu'un droit de préemption est encore réservé aux autres associés en proportion de leur participation pendant un délai de deux semaines à partir de la date de la communication de l'accord avec des tiers et suivant les conditions de celui-ci. L'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales est remplacé par les articles huit et neuf des présents statuts.

e) Les dispositions qui précèdent seront applicables à tous les cas de cession, même à celles qui auraient lieu par adjudication publique, en vertu de décision de justice ou autrement.

Art. 10. La société peut, sur décision de l'assemblée générale, prise à la majorité du capital social, procéder au rachat de ses propres parts sociales au moyen de réserves libres ainsi qu'à leur revente. Ces parts sociales, aussi longtemps qu'elles se trouvent dans le patrimoine de la société, ne donnent droit ni à un droit de vote, ni à des dividendes, ni à une part du produit de la liquidation et elles ne sont pas prises en considération pour l'établissement d'un quorum. En cas de revente, la société procédera suivant les dispositions de l'article neuf.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité du capital. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Les gérants ont le droit, mais seulement collectivement et à l'unanimité, de déléguer une partie de leurs pouvoirs à des fondés de pouvoirs et/ou à des directeurs.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 13. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée à tout moment dans la localité du siège social par chaque gérant et chaque commissaire, et par des associés représentant ensemble un dixième au moins du capital social.

Les convocations à toute assemblée générale se font par envoi de lettres recommandées envoyées huit jours francs avant la date prévue et doivent indiquer l'ordre du jour.

Art. 14. La surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires, si des associés détenant ensemble un quart du capital le demandent.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

La première année sociale commence le jour de la constitution de la société et se terminera le 31 décembre 1997.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ trente mille (30.000.-) francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée, avec pouvoir d'engager la société sous sa seule signature: Monsieur Jean-Michel Tournoys, gérant de société, demeurant à Villeneuve d'Ascq (France).
- L'adresse du siège social est fixée à L-2721 Luxembourg, rue Alphonse Weicker (Centre Auchan).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-M. Tournoys, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 1996, vol. 93S, fol. 100, case 10. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à ladite société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 1996.

R. Neuman.

(39352/226/125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 1996.

ITERACTUSVIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.P. Pescatore.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, avec siège social à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean Pierre Pescatore, représentée par Monsieur Alexis Kamarowsky, directeur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
- 2) Monsieur Federigo Cannizzaro, juriste, demeurant à Luxembourg.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de ITERACTUSVIA S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Toutefois, cette mesure ne pourra pas avoir d'effet sur la nationalité de la société. Cette déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société le mieux placé pour agir dans de telles circonstances.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Elle pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement, en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et de son but.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de mille deux cent cinquante francs (1.250,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les termes et conditions prévus par la loi.

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales.

Titre III.- Conseil d'administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leur rémunération seront fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration sera convoqué par le président, aussi souvent que l'intérêt de la société le requiert. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition en conformité avec l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration est autorisé à payer des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui peuvent être nommés administrateurs-délégués.

Il peut aussi conférer la gestion de toutes les affaires de la société ou d'un département spécial à un ou plusieurs directeurs et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. Tous procès impliquant la société tant en demandant qu'en défendant, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par un administrateur délégué à cet effet.

Titre IV.- Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur fonction qui ne pourra pas excéder six ans.

Titre V.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 10 mars de chaque année à 10.00 heures et pour la première fois en 1997.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI.- Année sociale, Affectation des bénéfiques

Art. 14. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social, qui commence le jour de la constitution de la société et qui finira le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges de la société et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice net, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais devra être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. En cas de dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leur rémunération.

Titre VIII.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi constitués, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1) LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, préqualifiée, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	999
2) Monsieur Federigo Cannizzaro, préqualifié, une action	1
Total:	1.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des apports en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la libre et entière disposition de la société, la preuve ayant été fournie au notaire instrumentaire.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à cinquante mille francs (50.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Alexis Kamarowsky, directeur de sociétés, demeurant à Luxembourg,

b) Monsieur Federigo Cannizzaro, juriste, demeurant à Luxembourg,

c) Monsieur Jean-Marc Debaty, directeur de sociétés, demeurant à Ans (Belgique).

3.- Est nommée commissaire aux comptes:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, avec siège social à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.

4.- Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2001.

5.- Le siège social de la société est fixé à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Pescatore.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Kamarowsky, F. Cannizzaro, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 1996, vol. 94S, fol. 9, case 3. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 1996.

P. Frieders.

(39350/212/156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 1996.

MISTY FJORDS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente octobre.

Par-devant Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. CARFOLD TRADING S.A., société de droit panaméen, ayant son siège social à Panama (République de Panama), ici représentée par Madame Carine Bittler, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Panama, le 9 juin 1994;

2. AMAKA FINANCING S.A., société de droit panaméen, ayant son siège social à Panama (République de Panama), ici représentée par Monsieur Yves Schmit, comptable, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Panama, le 7 mai 1996.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de MISTY FJORDS S.A.

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et lui prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations, toutes activités bancaires exceptées.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement, en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Plus particulièrement, la société pourra acquérir tous meubles et immeubles principalement à caractère commercial.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Le capital social de la société est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, entièrement libérées.

Le capital autorisé est fixé à dix millions de francs luxembourgeois (10.000.000,- LUF), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 6 ci-après.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date des présents statuts, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé, même par des apports autres qu'en numéraire. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration en temps qu'il appartiendra. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation.

La société peut racheter ses propres actions dans les termes et aux conditions prévus par la loi.

Art. 4. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de mars à 15.00 heures et pour la première fois en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période qui ne pourra pas excéder six ans et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

En cas de parité des voix, la voix du président sera prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires, avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à un ou plusieurs membres du conseil ou à un comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs), agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoir et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra pas excéder six ans.

Art. 12. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année, sauf toutefois le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour le fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social, tel que prévu à l'article 3 des statuts ou tel qu'il aura été augmenté ou réduit tel que prévu à l'article 3 des présents statuts.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
1. CARFOLD TRADING S.A., prénommée	1.249.000	1.249.000	1.249
2. AMAKA FINANCING S.A., prénommée	<u>1.000</u>	<u>1.000</u>	<u>1</u>
Total:	1.250.000	1.250.000	1.250

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) se trouve à l'entière disposition de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est approximativement estimé à la somme de soixante mille francs (60.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les personnes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - Madame Carine Bittler, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,
 - Monsieur Johan Dejans, directeur, demeurant à Steinfort,
 - Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant à Rumelange.
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
La BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG S.A., avec siège social à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
4. L'adresse de la société est fixée au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six ans et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an deux mille un.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 9 des statuts.
Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.
Signé: C. Bittler, Y. Schmit, A. Lentz.
Enregistré à Remich, le 31 octobre 1996, vol. 459, fol. 21, case 4. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 7 novembre 1996.

A. Lentz.

(39353/221/172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 1996.

KÜHNE UND NAGEL, SPEDITION, GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-5326 Contern, 1, rue Edmond Reuter.

H. R. Luxemburg B 9.085.

Im Jahre neunzehnhundertsechundneunzig, am zweiten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Gloden, mit Amtswohnsitz in Grevenmacher.

Sind erschienen:

- 1) Die Aktiengesellschaft KÜHNE & NAGEL INTERNATIONAL A.G., mit Sitz zu Pfäffikon (CH), hier vertreten durch Herrn Thierry Mottet, directeur financier, wohnhaft in Biwer, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, gegeben in Schindelly am 9. Juli 1996.
- 2) Die Aktiengesellschaft KÜHNE & NAGEL MANAGEMENT A.G., mit Sitz in Pfäffikon (CH), hier vertreten durch Herrn Thierry Mottet, directeur financier, wohnhaft in Biwer, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, gegeben in Schindelly am 9. Juli 1996, welche Vollmachten, nach ne varietur-Unterzeichnung durch die Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlagen beigegeben bleiben, um mit derselben formalisiert zu werden.

Welche Komparentinnen, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersuchen, folgendes zu beurkunden:

Die Komparentinnen KÜHNE & NAGEL INTERNATIONAL AG und KÜHNE & NAGEL MANAGEMENT AG sind die alleinigen Gesellschafterinnen der Gesellschaft mit beschränkter Haftung KÜHNE und NAGEL, SPEDITION GmbH, mit Sitz in L-1273 Luxemburg, 7, rue de Bitbourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg, unter der Nummer B 9.085,

ursprünglich gegründet unter der Bezeichnung KÜHNE UND NAGEL, S.à r.l., laut Urkunde unter Privatschrift vom 20. April 1970, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Special des Sociétés et Associations, Nummer 171 vom 25. September 1970; die Satzung wurde mehrmals abgeändert.

Die Bezeichnung der Gesellschaft wurde abgeändert in KÜHNE UND NAGEL, SPEDITION GmbH, gemäss Urkunde, aufgenommen durch den damals in Bettemburg residierenden Notar Aloyse Weirich, am 26. Oktober 1981, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Special des Sociétés et Associations, Nummer 271 vom 9. Dezember 1981.

Die letzte Änderung der Satzung geschah gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 28. Juli 1995, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 552 vom 27. Oktober 1995.

Die Komparentinnen erklären, eine Gesellschafterversammlung der Gesellschaft KÜHNE UND NAGEL, SPEDITION GmbH, abzuhalten mit folgender Tagesordnung:

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um siebenzig Millionen Luxemburger Franken (70.000.000,- LUF) zwecks Heraufsetzung von einhundertsechzig Millionen Luxemburger Franken (160.000.000,- LUF) auf zweihundertdreissig Millionen Luxemburger Franken (230.000.000,- LUF) durch die Ausgabe von zweihundertachtzig (280) neuen Anteilen mit einem Nennwert von zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (250.000,- LUF), welche mit den gleichen Rechten ausgestattet sind wie die bestehenden Anteile und welche am Gewinn teilnehmen mit Wirkung vom 1. Januar 1996.

2. Beschluss über die Zeichnung und die Einzahlung dieser neuen Anteile.

3. Abänderung von Artikel vier und fünf der Satzung, um denselben mit der vorgenommenen Kapitalerhöhung in Einklang zu bringen.

4. Abänderung von Artikel sieben der Satzung, welcher nunmehr folgenden Wortlaut haben soll:

«**Art. 7.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet. Der oder die Geschäftsführer können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse, im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschliesslich des Verfügungsrechtes, sowie des Rechtes die Gesellschaft gerichtlich oder aussergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es aufgrund der Satzung, sei es durch die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Falle setzt die Gesellschafterversammlung, bei Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandates fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschliessen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmässig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.»

5. Verlegung des Gesellschaftssitzes an folgende Adresse: 1, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern.

Nach Beratung erklären die Komparentinnen einstimmig folgende Beschlüsse zu fassen:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst einstimmig, das Gesellschaftskapital um siebenzig Millionen Luxemburger Franken (70.000.000,- LUF) zu erhöhen, um es von seinem jetzigen Stand von einhundertsechzig Millionen Luxemburger Franken (160.000.000,- LUF) auf zweihundertdreissig Millionen Luxemburger Franken (230.000.000,- LUF) zu bringen, durch Ausgabe von zweihundertachtzig (280) neuen Anteilen mit einem Nennwert von zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (250.000,- LUF) pro Anteil.

Die neuen Anteile sind mit den gleichen Rechten und Vorteilen ausgestattet wie die bestehenden Anteile und nehmen am Gewinn, rückwirkend mit Wirkung vom 1. Januar 1996 an, teil.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterin KÜHNE & NAGEL MANAGEMENT AG vorgenannt, vertreten wie hiavor erwähnt, erklärt, auf ihr Vorzugsrecht zwecks Zeichnung der neuen Anteile zu verzichten und die andere Gesellschafterin KÜHNE & NAGEL INTERNATIONAL AG zur Zeichnung von den neuen Anteile zuzulassen.

Sodann erklärt die Komparentin, die Aktiengesellschaft KÜHNE & NAGEL INTERNATIONAL AG, vorgenannt, vertreten wie hiavor erwähnt, die zweihundertachtzig (280) neuen Anteile zu zeichnen und voll und in bar einzuzahlen.

Die Summe von siebenzig Millionen Luxemburger Franken (70.000.000,- LUF) betreffend die hiavor vorgenommene Kapitalerhöhung steht der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Dritter Beschluss

Infolge der hiavor vorgenommenen Kapitalerhöhung werden Artikel vier und fünf der Satzung abgeändert, um nunmehr folgenden Wortlaut zu haben:

«**Art. 4.** Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf die Summe von zweihundertdreissig Millionen Luxemburger Franken (230.000.000,- LUF). Es wird dargestellt von neunhundertzwanzig (920) Anteilen zu je zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (250.000,- LUF).

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist wie folgt gezeichnet und zugeteilt:

1) an die Gesellschaft KÜHNE & NAGEL INTERNATIONAL AG, mit Sitz in Pfäffikon (CH), neunhundert Anteile	900
2) an die Gesellschaft KÜHNE & NAGEL MANAGEMENT AG, mit Sitz in Pfäffikon (CH), zwanzig Anteile . . .	20
Total: neunhundertzwanzig Anteile	920

Alle Anteile sind vollständig und in bar eingezahlt.»

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst einstimmig, Artikel sieben der Satzung gänzlich abzuändern, um ihm nunmehr folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 7.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet. Der oder die Geschäftsführer können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse, im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschliesslich des Verfügungsrechtes, sowie des Rechtes, die Gesellschaft gerichtlich oder aussergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es auf Grund der Satzung, sei es durch die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Falle setzt die Gesellschafterversammlung, bei Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandates fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschliessen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmässig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.»

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst einstimmig, den Gesellschaftssitz von L-1273 Luxemburg, 7, rue de Bitbourg, nach L-5326 Contern, 1, rue Edmond Reuter, zu verlegen.

Die Gesellschafterversammlung beschliesst einstimmig, Artikel eins der Satzung durch folgenden Abschnitt zu vervollständigen:

«Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Contern.»

Die Kosten und Honorare dieser Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Kompargenten, haben dieselben mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. Mottet, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 4 octobre 1996, vol. 498, fol. 95, case 6. – Reçu 700.000 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf stempelfreiem Papier auf Begehrt erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 31. Oktober 1996.

J. Gloden.

(39263/213/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

KÜHNE UND NAGEL, SPEDITION, GmbH, société à responsabilité limitée.

Gesellschaftssitz: L-5326 Contern, 1, rue Edmond Reuter.

H. R. Luxemburg B 9.085.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 7 novembre 1996.

J. Gloden.

(39264/213/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

SAFEI INVEST, Sicav à compartiments multiples.

1. Modification des conditions de souscriptions

Le Conseil d'Administration a décidé de supprimer la commission de 0,50 % acquise à la Société lors des souscriptions. La commission d'émission restera à 3 % maximum et sera acquise aux Institutions chargées du placement des actions.

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

2. Modification de la commission de conseiller en investissement

Le Conseil d'Administration a décidé d'augmenter la commission de conseil en investissement de 1 % à 1,5 %.

Cette modification entrera en vigueur le 14 février 1997.

Le dernier prospectus en vigueur pourra être obtenu, sur simple demande, au siège social de la Société, 10A, boulevard Royal, Luxembourg.

Pour le Conseil d'Administration

V. Migeot

Directeur Général

(00069/755/15)

RADIOCOM, Société coopérative.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.

R. C. Luxembourg B 35.544.

A la suite de l'assemblée générale annuelle de la société RADIOCOM qui s'est tenue le 1^{er} décembre 1995,

- le conseil d'administration de la société se compose comme suit:

Président: Jean-Marie Arens, administrateur de sociétés

Membres: Claude Deitz, ingénieur diplômé

Gust Teusch, gérant

Luxembourg, le 6 novembre 1996.

Pour le conseil d'administration

G. Teusch

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 1996, vol. 486, fol. 31, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39297/514/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 1996.

MOTWIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 8.351.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 29 janvier 1997 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1996.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00055/005/16)

Le Conseil d'Administration.

TOWER HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 31.609.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 29 janvier 1997 à 11.00 heures à Luxembourg, 6, rue Zithe, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Lecture des comptes arrêtés au 31 décembre 1995.
- 2) Lecture des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 1995.
- 3) Lecture du rapport consolidé du conseil d'administration concernant l'exercice social 1995 des comptes arrêtés au 31 décembre 1995 et des comptes consolidés arrêtés à la même date.
- 4) Lecture du rapport du commissaire aux comptes concernant les comptes arrêtés au 31 décembre 1995 et lecture du rapport du réviseur d'entreprises sur les comptes consolidés.
- 5) Quitus du fait du retard à tenir l'assemblée.
- 6) Approbation des comptes.
- 7) Affectation des résultats.
- 8) Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes, ainsi qu'au réviseur d'entreprises.
- 9) Prorogation du mandat des administrateurs.
- 10) Prorogation du mandat du commissaire aux comptes et du réviseur d'entreprises.
- 11) Questions diverses.

I (00056/280/23)

Le Conseil d'Administration.

MERCHBANC, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
T. R. Luxembourg B 51.646.

To our shareholders,
We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the company, which will take place at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on January 29, 1997 at 3.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

- Submission of the reports of the Board of Directors and of the Auditor;
- Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the period from the date of incorporation to September 30, 1996; appropriation of the results;
- Discharge to the Directors;
- Renewal of the mandate of the Directors;
- Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and the decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the company.

I (04447/584/23)

The Board of Directors.

PELLEAS S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 39.561.

Avis de convocation pour

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la société qui sera tenue le 31 janvier 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Dissolution anticipée de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs.
3. Détermination des pouvoirs et émoluments du liquidateur.
4. Divers.

I (00040/317/14)

Un mandataire.

BIL LUXPART, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 52.211.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 janvier 1997 à 11.00 heures, à la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur le suivant

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits pour l'exercice clôturé au 30 septembre 1996; affectation du résultat;
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle et les décisions seront prises à la majorité des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE, 69, route d'Esch, Luxembourg.

II (04445/584/22)

Le Conseil d'Administration.

G-EQUITY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.375.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de G-EQUITY FUND se tiendra dans les locaux de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, le 22 janvier 1997 à 14.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 30 septembre 1996;
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises;
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1996;
4. Affectation des résultats;
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 30 septembre 1996;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de:

- la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy à Luxembourg;
- la GENERALE DE BANQUE, 3, Montagne du Parc à Bruxelles;
- la BANQUE BELGO-ZAÏROISE, 1, Cantersteen à Bruxelles.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

II (04446/584/26)

Le Conseil d'Administration.